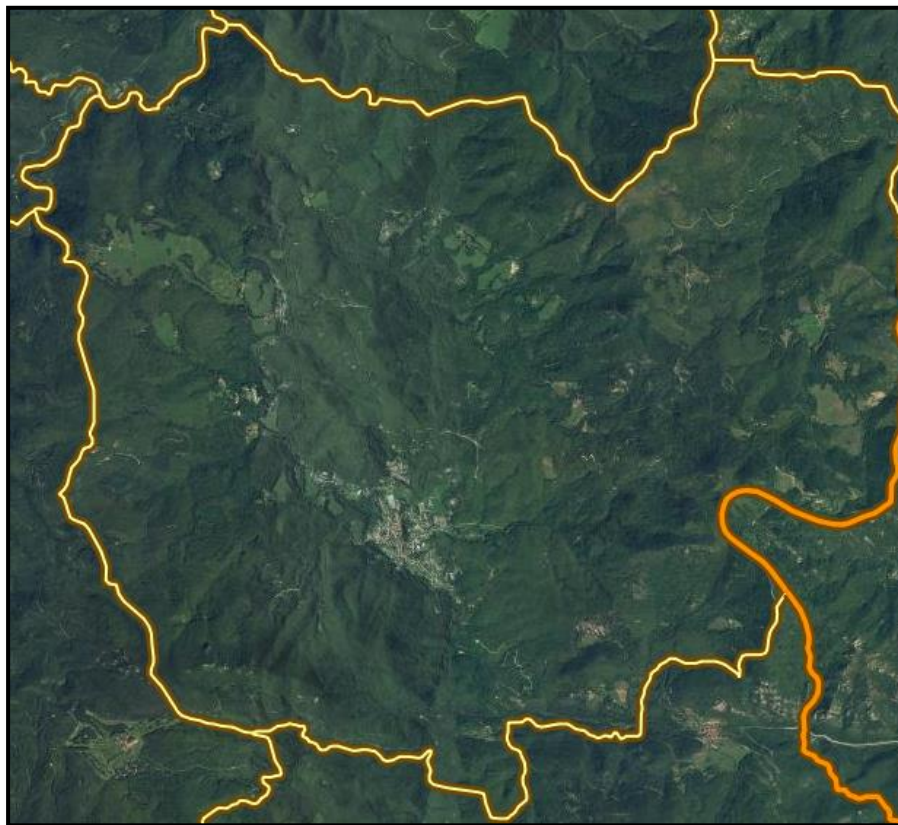


Département des Pyrénées Orientales

Commune de Saint Laurent de Cerdans



Zonage d'assainissement collectif et non collectif

Dossier d'enquête publique

Juillet 2017



ENTECH Ingénieurs Conseils

Parc Scientifique et Environnemental
BP 118 - 34140 Mèze - France
e.mail : entech@entech.fr
Tél. : 33 (0)4 67 46 64 85
Fax : 33 (0)4 67 46 60 49



Département des Pyrénées Orientales

Commune de Saint Laurent de Cerdans

Zonage d'assainissement

Dossier d'enquête publique

Référence			
Version	a		
Date	Juillet 2017		
Auteur	Frédéric DURAND		
Collaboration	Bastien VIGOUROUX		
Visa			
Diffusion	Commune		

1	Introduction	5
2	Présentation de la commune	6
2.1	Situation de la commune.....	6
2.2	Contexte climatique	6
2.2.1	Pluviométrie.....	7
2.2.2	Température.....	7
2.2.3	Les vents	8
2.3	Géologie et hydrogéologie	8
2.3.1	Contexte Géologique et Hydrogéologique	8
2.3.2	Alimentation en eau potable de la commune	8
2.3.3	Périmètres de protection des captages.....	9
2.4	Contexte hydrographique.....	11
2.4.1	Réseau hydrographique	11
2.4.2	Zones inondables - AZI	11
2.5	Patrimoine environnemental.....	12
2.5.1	ZNIEFF	12
2.5.2	Natura 2000	13
2.6	Patrimoine culturel – Sites inscrits et sites classés	13
2.7	Contexte réglementaire et documents cadre du bassin versant	14
2.7.1	SDAGE – Rhône-Méditerranée	14
2.7.2	SAGE Tech – Albères.....	16
2.7.3	Zones sensibles à l'eutrophisation.....	17
2.8	Activités économiques	17
3	Population et dispositions liées à l'urbanisme	18
3.1	L'urbanisme de la commune	18
3.1.1	Le document d'urbanisme	18
3.1.2	Assainissement autorisés.....	20
3.1.3	Les logements.....	21
3.2	Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de Saint Laurent de Cerdans.....	22
3.2.1	Insuffler un nouveau dynamisme social et économique	22
3.2.2	Préserver et valoriser les espaces agricoles et naturels garantis de la qualité du cadre de vie.....	22
3.3	Données démographiques	23
3.3.1	La population permanente.....	23
3.3.2	La population saisonnière.....	24
3.3.3	Synthèse.....	24
3.3.4	Evolution démographique.....	24
3.3.5	Développement économique.....	25
4	Etat actuel de l'assainissement	26

4.1	Assainissement collectif.....	26
4.1.1	Le réseau d'eaux usées	26
4.1.2	Diagnostic fonctionnel du réseau.....	28
4.1.3	Station d'épuration du Village	29
4.2	Assainissement non collectif	33
4.2.1	Configuration actuelle.....	33
4.2.2	Etat des lieux de l'existant	33
4.2.3	Etude des sols et Aptitude des sols à l'assainissement autonome.....	34
5	Projet de zonage de l'assainissement	41
5.1	Assainissement collectif.....	41
5.1.1	Perspectives de raccordement	41
5.1.2	Modalités d'extension et de raccordement.....	43
5.1.3	Adéquation de la capacité de la STEP avec les charges à traiter	44
5.2	Assainissement non collectif	45
5.2.1	Les zones d'assainissement non collectif	45
5.2.2	Contraintes à la mise en œuvre de l'assainissement de type non collectif	45
5.2.3	Dispositions communes à tout dispositif d'épandage	46
5.2.4	Le service public d'assainissement non collectif	46
6	Conclusion du projet de zonage	48
6.1	Assainissement collectif.....	48
6.2	Assainissement non collectif	48
7	Obligations de la commune et des particuliers.....	49
7.1	Assainissement collectif.....	49
7.2	Assainissement non collectif	49
7.2.1	Obligations de la commune	49
7.2.2	Obligations du particulier	52
8	Glossaire.....	54
9	Liste des Pièces Graphiques	55

1 INTRODUCTION

La Directive Européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991, fixe les conditions de collecte, de traitement et de rejet des eaux usées résiduelles.

Elle a été retranscrite en droit français par la Loi sur l'Eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et les décrets d'application associés.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a complété et modifié la loi initiale sur l'Eau de 1992. Les prescriptions pour la planification et la gestion du système d'assainissement communal figurent dans l'article 35 de la Loi sur l'Eau et son décret d'application n° 94-469 du 3 juin 1994.

Conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes (ou leurs groupements en charge de l'assainissement) doivent délimiter, après enquête publique :

- Les **zones d'assainissement collectif** où elle est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elle est tenue d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement.

Le présent document constitue l'actualisation du zonage d'assainissement collectif et non collectif de la commune de Saint Laurent de Cerdans.

L'étude du zonage s'est déroulée en plusieurs parties :

- Un état des lieux de la commune (environnement, sensibilités, contraintes, zones de développement urbain...);
- Un rappel des données urbaines de la commune ;
- L'état des lieux de l'assainissement ;
- La définition des scénarios d'assainissement ;
- Le choix d'un scénario d'assainissement et la constitution du dossier d'enquête publique relatif au zonage d'assainissement de la commune.

Ce présent mémoire constitue le dossier d'enquête publique.
--

2 PRESENTATION DE LA COMMUNE

2.1 SITUATION DE LA COMMUNE

Saint Laurent de Cerdans est une commune des Pyrénées Orientales (66), située à environ 50 km au Sud-Ouest d'Argeles sur Mer. Le village appartient au canton du Canigou et à la Communauté de Communes du Haut Vallespir.

Le territoire communal s'étend dans le Haut Vallespir sur une superficie de 4 508 hectares.

Les principales communes proches de Saint Laurent de Cerdans sont :

- La commune de Le Tech au Nord-Ouest,
- La commune de Montferrer au Nord-Ouest,
- La commune de Arles sur Tech au Nord,
- La commune de Amélie les Bains Palalda au Nord-Est,
- La commune de Coustouges au Sud.

La commune de Saint Laurent de Cerdans est desservie par deux axes routiers principaux, à savoir :

- La départementale D3, qui dessert le village, le hameau de la Forge del Mitg, puis relie Coustouges,
- La départementale D64, qui mène à Serralongue.

Les autres voies de communication sont des routes étroites et des chemins de service.

Outre le village, la commune compte quatre principaux hameaux, à savoir :

- La Forge del Mitg,
- Les Cazottes,
- La Forge d'en Bosc,
- Le Roc.

La commune est traversée du Sud-Est au Nord-Ouest par la rivière de Saint-Laurent, un affluent de la rive droite du Tech.

D'un point de vue topographique, l'altitude minimale de la commune est de 382 mNGF alors que le point le plus haut atteint 1 305 mNGF.

2.2 CONTEXTE CLIMATIQUE

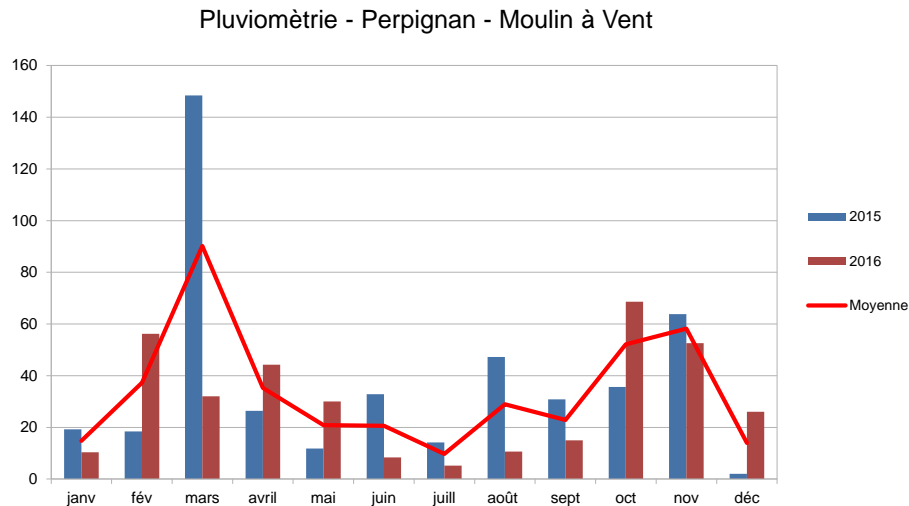
Les données suivantes sont issues des annales climatologiques publiées par le site infoclimat. En l'absence d'une station de mesure sur la commune, nous avons retenu la station météo de Perpignan « Moulin à Vent ».

La commune de Saint Laurent de Cerdans bénéficie d'un climat de type méditerranéen. Il est caractérisé par des étés chauds et secs, des hivers doux et un régime pluviométrique d'une grande variabilité alternant entre périodes de sécheresse et de pluies soudaines et abondantes.

2.2.1 Pluviométrie

La pluviométrie moyenne mensuelle est de 33,7 mm et la pluviométrie moyenne annuelle est de 404,9 mm, ces moyennes étant calculées sur les années 2015 et 2016.

Le graphe suivant présente la répartition annuelle des pluies pour les années 2015 et 2016, ainsi que la pluviométrie moyenne sur les deux années :

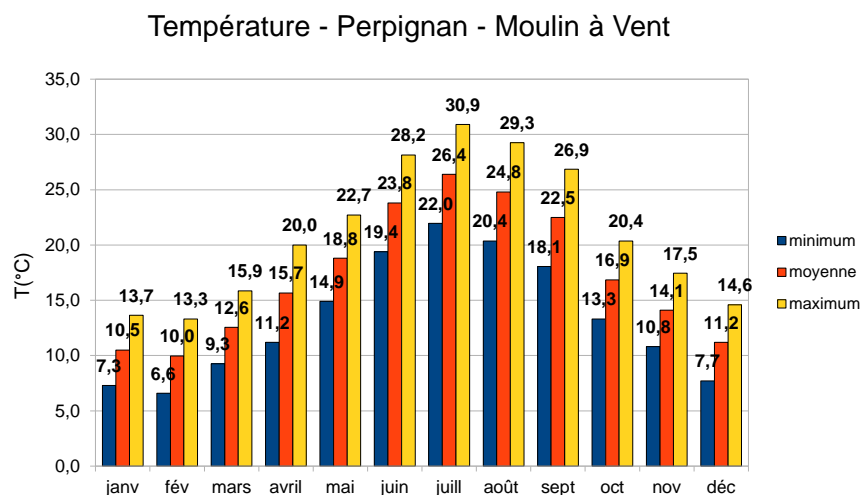


La répartition des pluies s'avère très irrégulière et inégale au cours de l'année.

2.2.2 Température

La température moyenne annuelle est de 17,3°C, la température moyenne estivale (juin, juillet, août) est de 25°C et la température moyenne hivernale est de 11,1°C (décembre à mars).

Le graphe suivant présente l'évolution des températures minimales, moyennes et maximales au cours de l'année, les valeurs présentées correspondant aux moyennes sur les années 2015 et 2016 :



La distribution des températures est normale avec un maximum en juin/juillet/août.

Les épisodes de froid vif sont exceptionnels.

La distribution des températures est caractéristique d'un climat méditerranéen, les variations saisonnières sont bien marquées :

- Un été chaud, avec des maxima en juillet et août,
- Un hiver peu vigoureux,

Dans l'ensemble, le climat reste tempéré.

2.2.3 Les vents

Sur le secteur de Saint Laurent de Cerdans, les vents dominants soufflent de Nord-Nord-Ouest et Est-Sud-Est. Il s'agit respectivement de la Tramontane et du Marin. Ce dernier apporte de l'humidité par entrées maritimes avec des précipitations parfois violentes. Par contre, la Tramontane dégage l'atmosphère et accentue le phénomène d'évapotranspiration.

2.3 GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

2.3.1 Contexte Géologique et Hydrogéologique

La commune de Saint Laurent de Cerdans se rattache au contexte géologique local de la chaîne axiale des Pyrénées constitué de massifs granitiques et terrains sédimentaires :

- Le massif granitique de Saint Laurent / Coustouges constitue de vastes affleurements de granite à muscovite et orthose et quelques injections migmatitiques et filoniennes (granite à grain grossier, à orthose et albite, filons de quartz ...). Ce massif, de structure stratoïde est fortement faillé. Il présente également une forte altération atteignant par endroits une cinquantaine de mètres, constituée par des arènes granitiques.
- Des terrains sédimentaires, constitués par des grès, poudingues et marnes de teinte rouge lie de vin, appartenant au Garumnien, constituent des écaillés sub-verticales dans le socle granitique. Ils affleurent dans le secteur de Coustouges / Vilaroja. De nombreuses failles affectent l'ensemble des formations.

La géologie du secteur ne permet pas le développement d'aquifères importants. Seuls existent des écoulements souterrains liés à la présence :

- D'une perméabilité de porosité dans l'arène granitique, lorsque son épaisseur et son degré d'altération sont importants,
- D'une perméabilité de fissures (failles, diaclases, fissures et microfissures) dans le granite compact.

2.3.2 Alimentation en eau potable de la commune

La commune de Saint Laurent de Cerdans est alimentée en eau potable par deux captages d'eaux superficielles et un forage. On recense :

- Le captage d'eau superficielle du ravin de Falgos. Réalisé en 1967, il est situé au lieu-dit « Bac de Pont Cramat », à environ 2 300 mètres au sud-ouest du village.
- Le captage d'eau superficielle du ravin des Plans. Réalisé en 1955, il est situé au lieu-dit « Los Plans », à environ 2 400 mètres à l'est-nord-est du village.
- Le forage du Bilbé. Réalisé en 1997, il est situé à proximité des deux réservoirs semi-enterrés du Bilbé. La profondeur de l'ouvrage d'exploitation atteint les 158 mètres.

ENTECH Ingénieurs Conseils

2.3.3 Périmètres de protection des captages

Il a été recensé sur le territoire communal de Saint Laurent de Cerdans plusieurs captages privés (11 au total, dont 10 avec un périmètre de protection rapprochée), plusieurs captages abandonnés (4 au total) et plusieurs captages publics (5 dont 3 avec un périmètre de protection rapprochée). Ci-dessous sont présentées les prescriptions définies par les différentes hydrogéologues agréées pour les différents périmètres de protection.

- Le périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du Forage privé du Mas Boix (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2008. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
 - « Dans la zone de protection rapprochée, seront interdits :
 - √ Les dépôts, le stockage, les rejets et l'épandage de tout produit polluant (cave à fuel, boues de station d'épuration, pesticides, désherbants, lisier),
 - √ L'installation d'une activité agricole ou industrielle polluante ».
- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du Forage F1 du réservoir de Bilbé (commune de Saint Laurent de Cerdans). DUP en date du 12 décembre 2002. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
 - « Dans ce périmètre seront interdits :
 - √ La construction de maisons individuelles, d'immeubles collectifs ou accueillants du public, de bâtiments à usage industriel, commercial et agricole, à l'exception des réservoirs d'eau potable et des locaux techniques d'exploitation et de contrôle d'adduction d'eau potable,
 - √ Les rejets résiduels, quelle que soit leur nature,
 - √ Les épandages de purin et de lisier. »
- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) des deux sources pour l'alimentation en eau potable du centre de vacances « La Quère » (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 6 janvier 1998. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
 - « A l'intérieur de ce périmètre, seront interdits :
 - √ Les dépôts d'ordures, immondices, détritiques, tas de fumier, d'engrais, ainsi que le dépôt de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines,
 - √ Les constructions et les assainissements autonomes ».
- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) de l'alimentation en eau potable du camping « Le Clois » (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 25 août 2000. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
 - « Dans ce périmètre, sera interdite toute modification notable du mode actuel d'occupation du sol. Toute activité susceptible de porter atteinte à la ressource en eau captée est prohibée, [...] ».
- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) de la source devant desservir le Mas Paloume (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 9 juillet 1997. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
 - « Dans cette zone, seront interdits :
 - √ L'épandage de fumiers ou d'ordures,
 - √ La création d'habitation. »

- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du forage pour l'alimentation en eau potable du Mas de Bouadelle (commune de Saint Laurent de Cerdans). DUP en date du 23 mars 1998. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
« A l'intérieur de ce périmètre, seront interdits :
 - √ Les dépôts d'ordures ménagères, immondiçes, détritux divers et de tout produit susceptible de polluer les eaux souterraines,
 - √ L'implantation de nouveaux assainissements autonomes ».
- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) de l'alimentation en eau potable du Centres de vacances « Le Noell » (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2000. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
« Dans ce périmètre, sera interdite toute modification notable du mode actuel d'occupation du sol. Toutes activité susceptible de porter atteinte à la ressource en eau captée est prohibée, [...] ».
- Le Périmètre de Protection dite éloignée de la source du Mas Noell pour l'alimentation en eau potable du centre de vacances et des classes de découvertes (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 7 août 1996. Les prescriptions définies au sein du PPE sont :
« A l'intérieur de cette zone seront interdits :
 - √ Toute activité industrielle, communale (entrepôts), agricole, minière ou autres susceptibles de modifier le régime ou la qualité des eaux souterraines ou superficielles ».
- Les périmètres de Protection Rapprochée (PPR) et Générale de la source de Probadones de Dall (commune de Coustouges). Arrêté préfectoral en date du 17 août 1978. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
« Toutes constructions et toutes cultures nécessitant un épandage d'engrais ou de fumier sont rigoureusement interdites ».
Les prescriptions définies au sein du périmètre de protection générale sont :
« Seront soumis à l'autorisation préfectorale toute activité industrielle, commerciale (entrepôts), agricole, minière ou autres, susceptibles de modifier le régime ou la qualité des eaux souterraines ou superficielles ».
- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) de l'alimentation en eau potable du GAEC « La Fromagerie du Couloume » au Mas le Couloume (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 2 décembre 1994. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
« A l'intérieur de ce périmètre, seront interdits :
 - √ Les dépôts d'ordures, immondiçes, détritux, tas de fumier, d'engrais, les fosses septiques, épandages souterrains, ainsi que les dépôts de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines,
 - √ Les constructions à usage d'habitation ou à usage agricole ».
- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du forage F2 de l'alimentation en eau potable du Mas El Faig (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2004. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :
« A l'intérieur de cette zone non nécessairement close, seront interdits :
 - √ Les dépôts d'ordures ménagères, immondiçes, détritux divers et de tout produit susceptible de polluer les eaux souterraines,
 - √ L'implantation d'assainissements autonomes ».

ENTECH Ingénieurs Conseils

- Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du forage Kerpan (commune de Saint Laurent de Cerdans). Arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2006. Les prescriptions définies au sein du PPR sont :

« A l'intérieur de cette zone non nécessairement close, seront interdits :

- √ Les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques divers et de tout produit susceptible de polluer les eaux souterraines,
- √ L'implantation d'assainissements autonomes ».

2.4 CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

2.4.1 Réseau hydrographique

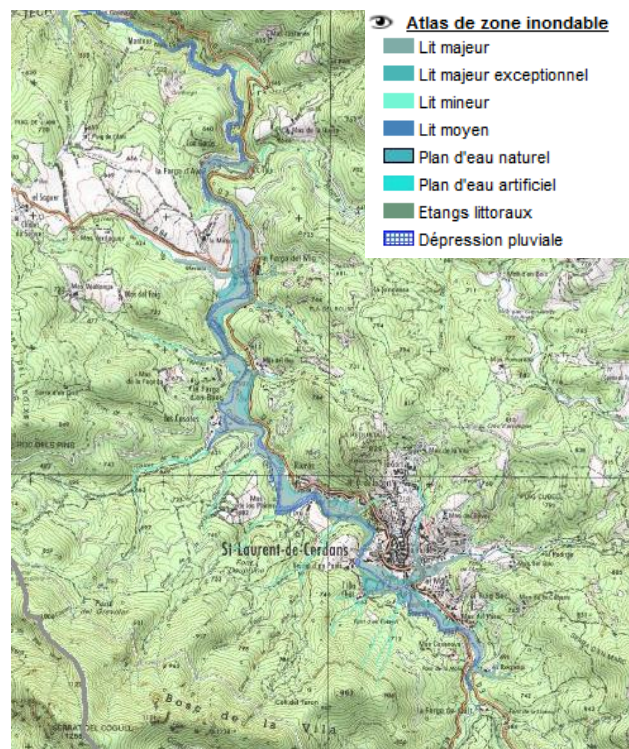
Le principal cours d'eau de la commune de Saint Laurent de Cerdans est la Quère, affluent du Tech.

Le territoire communal est aussi parcouru par de nombreux ruisseaux et fossés à écoulement temporaire qui drainent les eaux de ruissellement de surface.

2.4.2 Zones inondables - AZI

La commune de Saint Laurent de Cerdans n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Inondation. Cependant, celle-ci est concernée par l'Atlas des Zones Inondables (AZI) défini par la DREAL.

Ci-dessous est présentée la carte de l'AZI de la commune de Saint Laurent de Cerdans :



ENTECH Ingénieurs Conseils

2.5 PATRIMOINE ENVIRONNEMENTAL

2.5.1 ZNIEFF

Une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique) est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il rationalise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore.

Les ZNIEFF n'ont pas de portée réglementaire directe : elles ont le caractère d'un inventaire scientifique. La loi de 1976 sur la protection de la nature impose cependant aux PLU de respecter les préoccupations d'environnement, et interdit aux aménagements projetés de "détruire, altérer ou dégrader le milieu particulier" à des espèces animales ou végétales protégées (figurant sur une liste fixée par décret en Conseil d'État). Pour apprécier la présence d'espèces protégées et identifier les milieux particuliers en question, les ZNIEFF constituent un élément d'expertise pris en considération par la jurisprudence des tribunaux administratifs et du Conseil d'État.

On distingue deux types de ZNIEFF :

ZNIEFF de type II :

La ZNIEFF de type II réunit des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles* possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

**Chaque ensemble constitutif de la zone est un assemblage d'unités écologiques, homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement.*

Les ZNIEFF de type II sont donc des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type I, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type II fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

ZNIEFF de type I :

La ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes*. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle du milieu environnant.

**Par unité écologique homogène, on entend un espace possédant une combinaison constante de caractères physiques et une structure cohérente, abritant des groupes d'espèces végétales ou animales caractéristiques.*

Les ZNIEFF de type I sont donc des sites particuliers généralement de taille réduite, inférieure aux ZNIEFF de type II. Ils correspondent a priori à un très fort enjeu de préservation voire de valorisation de milieux naturels.

2.5.1.1 ZNIEFF de type I

La commune de Saint Laurent de Cerdans n'est pas concernée par des ZNIEFF de type I.

2.5.1.2 ZNIEFF de type II

On note la présence d'une ZNIEFF de type II sur le territoire communal de Saint Laurent de Cerdans, à savoir :

- « Le Vallespir » (n° 910010907) d'une superficie de 47 343,76 hectares.

La commune de Saint Laurent de Cerdans est donc concernée par une ZNIEFF de type II.

2.5.2 Natura 2000

Les inventaires dits «Natura 2000» correspondent à des territoires comportant des habitats naturels d'intérêt communautaire et/ou des espèces d'intérêt communautaire. Les «habitats naturels» (en général définis par des groupements végétaux) et les espèces d'intérêt communautaire présents en France font l'objet de deux arrêtés du Ministre chargé de l'environnement en date du 16 novembre 2001 (JO du 29/01/2002). Dans ces périmètres, il convient de vérifier que tout aménagement ne porte pas atteinte à ces habitats ou espèces.

Le réseau Natura 2000 est constitué :

- des Zones de Protection Spéciale (directive Oiseaux)
- des Zones Spéciales de Conservation (directive Habitats)

Les deux types de zones étant a priori indépendantes l'une de l'autre, c'est à dire qu'elles font l'objet de procédures de désignation spécifiques (même si le périmètre est identique).

De manière concrète tout programme ou projet de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation administrative situé à l'intérieur d'un site Natura 2000 ou situé hors d'un site Natura 2000 mais soumis à étude d'impact, notice d'impact ou document d'incidence, et susceptible d'affecter le site de façon notable, doit faire l'objet d'une évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation. Le dossier d'évaluation doit être joint à la demande d'autorisation, d'approbation et au dossier d'enquête publique.

On recense sur la commune de Saint Laurent de Cerdans, la présence d'une zone Natura 2000 :

- **Zone Spéciale de Conservation (directive Habitats), « Le Tech » (FR 9101478) d'une superficie de 1 466,94 hectares.**

La commune de Saint Laurent de Cerdans est concernée par un unique site Natura 2000.

2.6 PATRIMOINE CULTUREL – SITES INSCRITS ET SITES CLASSES

La loi du 2 Mai 1930, intégrée depuis dans les articles L341-1 à L341-22 du code de l'environnement a pour objectif de : réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Cela permet de protéger et de conserver les milieux et les paysages dans leur état actuel ainsi que les villages, les bâtiments anciens, les centres historiques.

ENTECH Ingénieurs Conseils

Il existe deux niveaux de protection :

- Le classement. C'est une protection forte qui correspond à la volonté de maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation.
- L'inscription à l'inventaire supplémentaire des sites. Cette protection est une garantie minimale de protection.

Le territoire de la commune compte un site inscrit au titre des monuments historiques (loi du 2 mai 1930), à savoir :

√ **Le Mas de Crémadells, inscrit par arrêté du 1^{er} Août 1988.**

2.7 CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET DOCUMENTS CADRE DU BASSIN VERSANT

2.7.1 SDAGE – Rhône-Méditerranée

2.7.1.1 Présentation générale

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) a été Introduit par la loi sur l'eau de 1992 en tant qu'outil de planification à l'échelle des grands bassins versants. Depuis la LEMA en 2006, c'est aussi l'instrument permettant l'atteinte du bon état des eaux défini par la DCE.

Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse 2010-2015 (SDAGE RMC) a été approuvé le 20 décembre 2009 par le Préfet Coordonnateur de Bassin. C'est le document qui fixait jusqu'en 2016 les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Dans la foulée de la synthèse des questions importantes qui se posent pour la gestion de l'eau, la fin d'année 2013 a vu l'adoption par le comité de bassin Rhône-Méditerranée de l'Etat des lieux révisé. De l'automne 2013 à fin 2015, l'élaboration du futur SDAGE et de son programme de mesures a donné lieu à de nombreuses réunions associant les services de l'Etat et de ses établissements publics, les collectivités et les usagers socio-économiques.



Les travaux d'élaboration du SDAGE 2016-2021 sont aujourd'hui finalisés sur le bassin.

Après leur adoption par le Comité de bassin le 20 novembre 2015, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 ainsi que le programme de mesures associé ont été approuvés le 3 décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin, Préfet de la Région Rhône-Alpes.

Le SDAGE est entré en vigueur le 21 décembre 2015, pour une durée de 6 ans.

Ils fixent la stratégie 2016-2021 du bassin Rhône-Méditerranée pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques ainsi que les actions à mener pour atteindre cet objectif.

2.7.1.2 Orientations fondamentales

Le SDAGE 2016-2021 comprend 9 orientations fondamentales. Celles-ci reprennent les 8 orientations fondamentales du SDAGE 2010-2015 qui ont été actualisées et incluent une nouvelle orientation fondamentale : « s'adapter aux effets du changement climatique ».

Les neuf orientations du SDAGE sont les suivantes :

0. S'adapter aux effets du changement climatique ;
1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
2. Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
3. Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;
4. Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
6. Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides ;
7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
8. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

2.7.1.3 Enjeux sur la zone d'étude : Masse d'eau souterraine

Sur le territoire de la commune de Saint Laurent de Cerdans, le SDAGE 2016-2021 rappelle que le bon état actuel des masses d'eau doit être maintenu. La masse d'eau concernée est une masse d'eau souterraine.

- **FRDG 617 « Domaine plissé Pyrénées axiales dans le BV du Tech, du Réart et de la côte Vermeille ».** Cette masse d'eau souterraine se trouve être dans un bon état quantitatif et en bon état chimique. Les objectifs fixés pour 2015 sont d'ores et déjà atteints.

2.7.1.4 Enjeux sur la zone d'étude : Masse d'eau superficielle

Sur le territoire de la commune de Saint Laurent de Cerdans, le SDAGE 2016-2021 rappelle que le bon état actuel des masses d'eau doit être maintenu. Les masses d'eau concernées sont les masses d'eau superficielles :

- **FRDR 10245 « Rivière de Saint Laurent ».** Cette masse d'eau superficielle se trouve être dans un bon état chimique et un bon état écologique. Les objectifs fixés pour 2015 sont d'ores et déjà atteints.
- **FRDR 10973 « Rivière Le Mondony ».** Cette masse d'eau superficielle se trouve être dans un bon état chimique et un bon état écologique. Les objectifs fixés pour 2015 sont d'ores et déjà atteints.
- **FRDR 235 « Le tech de la rivière de la lamanère au ravin de molas ».** Cette masse d'eau superficielle se trouve être dans un bon état chimique et un état écologique moyen. L'objectif d'atteinte du bon état écologique est fixé à 2021 et celui du bon état chimique fixé à 2015 est d'ores et déjà atteint.

Le SDAGE défini alors des mesures pour atteindre les objectifs de bon état pour la masse d'eau FRDR 235 :

Mesures pour atteindre les objectifs de bon état	
Pression à traiter :	Altération de l'hydrologie
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation
Pression à traiter :	Prélèvements
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau

2.7.2 SAGE Tech – Albères

Défini par arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2007, le périmètre du SAGE couvre l'ensemble du bassin versant du Tech ainsi que les bassins versant des fleuves côtiers situés entre l'embouchure du Tech, à Argeles-sur-Mer, et la frontière espagnole.

D'une superficie de 900 km², ce périmètre concerne 42 communes.

Ci-dessous est présentée la cartographie du SAGE Tech-Albères :



Les cinq grands enjeux liés à l'eau et aux milieux aquatiques sont :

- Atteindre un équilibre quantitatif durable garantissant la pérennité des usages et le bon fonctionnement des milieux,
- Restaurer ou préserver le bon fonctionnement des milieux aquatiques en intégrant les usages,
- Développer une stratégie de gestion intégrée du risque d'inondation pour répondre aux impératifs de sécurité en veillant au bon fonctionnement des milieux,
- Préserver, voire restaurer la qualité de l'eau pour protéger la santé et la biodiversité aquatique,
- Adapter la gouvernance pour permettre aux acteurs locaux de mieux répondre aux enjeux du bassin.

ENTECH Ingénieurs Conseils

2.7.3 Zones sensibles à l'eutrophisation

Les zones sensibles sont une partie ou la totalité d'un bassin versant et mettent en évidence la nécessité d'un traitement plus poussé pour certains paramètres (azote et/ou phosphore) afin de limiter l'eutrophisation du milieu et ainsi maintenir les différents usages associés.

Selon l'arrêté du 9 février 2010, le bassin versant du Tech est classé zone sensible à l'eutrophisation avec comme paramètre devant subir un traitement plus important : le phosphore.

L'arrêté du 21 juillet 2015 ne fixe pas de performance minimale de traitement pour le cas des stations inférieures à une charge brute traitée < 600 kg/j DBO5 (capacité nominale de la station d'épuration du village : 150 kg/j).

A noter que le milieu récepteur de la station d'épuration du village est la rivière de Saint Laurent.

2.8 ACTIVITES ECONOMIQUES

La commune de Saint Laurent de Cerdans, présente diverses activités sur son territoire communal. On recense d'après les données INSEE au 1^{er} Janvier 2015, les entreprises suivantes :

- 11 entreprises dans le domaine de l'Industrie,
- 11 entreprises dans le domaine de la construction,
- 15 entreprises dans les domaines du commerce, transport, hébergement et restauration,
- 6 entreprises dans le domaine des services aux entreprises,
- 13 entreprises dans le domaine des services aux particuliers.

3 POPULATION ET DISPOSITIONS LIEES A L'URBANISME

3.1 L'URBANISME DE LA COMMUNE

3.1.1 Le document d'urbanisme

Le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint Laurent de Cerdans n'a pas encore été arrêté. Les données renseignées ci-dessous correspondent aux informations fournies au sein du document d'urbanisme en cours de réalisation. En effet, il s'agit à l'heure actuelle d'un document de travail datant du 12 Avril 2017.

Toutefois, ce document va orienter le développement de la commune de Saint Laurent de Cerdans, il constitue ainsi un projet global de territoire qui croise les enjeux locaux avec différentes exigences supra-communales (PPRi, SAGE, ...).

L'organisation urbaine du territoire est concentrée principalement autour du centre-urbain de la commune avec ses périphéries, notamment les hameaux de :

- La Forge del Mitg,
- Les Cazottes,
- La Forge d'en Bosc,
- Le Roc.

Le zonage du PLU de Saint Laurent de Cerdans divise le territoire communal en quatre zones :

- Les zones urbaines,
- Les zones à urbaniser,
- Les zones agricoles,
- Les zones naturelles.

3.1.1.1 Les Zones Urbaines

Les zones urbaines sont repérées sur les documents graphiques par un sigle commençant par la lettre « U ». Elles correspondent aux secteurs déjà urbanisés et aux secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Les zones urbaines définies au sein du document de travail du PLU regroupent les zones suivantes :

Zone	Définition
UA	Cette zone correspond à la morphologie urbaine dense où les constructions sont généralement établies en ordre continu avec un caractère architectural affirmé. La vocation principale de cette zone est l'habitat, mais les commerces et activités économiques compatibles y sont admis.
UB	Il s'agit d'une zone d'habitat à caractère majoritairement résidentiel et pour l'essentiel sous la forme de pavillons.
UC	Il s'agit d'une zone à usage d'équipements collectifs (écoles, stade, piscine, salle polyvalente, maison de santé, tennis) et à usage touristique communal (camping municipal "Verte Rive").
UE	Il s'agit d'une zone destinée à recevoir l'implantation d'activités spécialisées, industrielles, artisanales, commerciales.

3.1.1.2 Les Zones à Urbaniser

Les zones à urbaniser regroupent les secteurs de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Les zones à urbaniser définies au sein du document de travail du PLU regroupent les zones suivantes :

Zone	Définition
Zone AU et ses sous-secteurs Aua et Aub	<p>Il s'agit d'une zone d'habitat future. Les futurs quartiers se localiseront entre le centre ancien et le quartier de la Sort "Château-Sort" à la hauteur du cimetière et au Nord-Ouest du quartier de la Sort "Quintas de la Sort" entre ce dernier et les constructions existantes au Mas de la Vila.</p> <p>L'aménagement de ces futurs quartiers est également encadré par des Orientations d'Aménagement et de programmation spécifiques à chacun d'entre eux.</p> <p>La zone se découpe en deux secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none">- Secteur AUa de "Chateau-Sort",- Secteur AUb des "Quintas de la Sort".

3.1.1.3 Les Zones Naturelles

Les zones naturelles correspondent aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Les zones naturelles définies au sein du document de travail du PLU regroupent les zones suivantes :

Zone	Définition
N	Il s'agit du secteur qui couvre notamment les espaces forestiers.
Nc	Seul secteur destiné à accueillir l'implantation de certains équipements de communication
Nd	Correspond à l'ancienne décharge de "Font Vella" où toute nouvelle construction et tout type d'aménagement sont proscrits sauf pour sa réhabilitation menée par la Communauté de Communes
Ng	Secteur en vue de la création d'un parcours de golf et d'hébergements hôteliers associés aux abords de la "Forge del Mitg". La commune devra opérer une évolution de son document d'urbanisme pour faire aboutir un potentiel projet
Ns	Secteur pour l'implantation d'un projet photovoltaïque portée par la régie électrique communale sur les hauteurs de la "Forge del Mitg" entre le Mas de la "Quère" et "El Solà"
Nt	Correspond à des mas transformés en colonies, maisons de vacances, centre d'accueil et camping au Mas de la Quère, au Mas Noell et au Mas Clois.

3.1.1.4 Les Zones Agricoles

Les zones agricoles correspondent aux secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les zones agricoles définies au sein du document de travail du PLU regroupent les zones suivantes :

Zone	Définition
A	Le secteur A, offre des possibilités de construire
Aj	Le secteur Aj, correspond à la trame de jardins à préserver au village

3.1.2 Assainissement autorisés

Concernant ces différentes zones, les modalités d'assainissement autorisé sont les suivantes :

ZONES URBAINES

Zone	Assainissement autorisé
UA	Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement. Les eaux résiduaires, doivent être, si nécessaires soumises à une pré-épuration appropriée à la nature ou degré de pollution avant tout rejet dans le réseau public d'assainissement. L'évacuation des eaux usées et des effluents dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.
UB	Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement. Les eaux résiduaires, doivent être, si nécessaires soumises à une pré-épuration appropriée à la nature ou degré de pollution avant tout rejet dans le réseau public d'assainissement. L'évacuation des eaux usées et des effluents dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.
UC	Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement. Les eaux résiduaires, doivent être, si nécessaires soumises à une pré-épuration appropriée à la nature ou degré de pollution avant tout rejet dans le réseau public d'assainissement. L'évacuation des eaux usées et des effluents dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.
UE	Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement. Les eaux résiduaires, doivent être, si nécessaires soumises à une pré-épuration appropriée à la nature ou degré de pollution avant tout rejet dans le réseau public d'assainissement. L'évacuation des eaux usées et des effluents dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

ZONES A URBANISER

Zone	Assainissement autorisé
AU et ses sous-secteurs AUa et Aub	Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement. Les eaux résiduaires, doivent être, si nécessaires soumises à une pré-épuration appropriée à la nature ou degré de pollution avant tout rejet dans le réseau public d'assainissement. L'évacuation des eaux usées et des effluents dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

ZONES NATURELLES

Zone	Assainissement autorisé
Ensemble des zones	Toutes les eaux usées et matières usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement exécutés conformément aux prescriptions des textes en vigueur.

ZONES AGRICOLES

Zone	Assainissement autorisé
A et Aj	Toutes les eaux usées et matières usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement exécutés conformément aux prescriptions des textes en vigueur.

3.1.3 Les logements

Le parc de l'habitat de la commune de Saint Laurent de Cerdans est estimé à partir des données de l'I.N.S.E.E de 1968 à 2013.

Le tableau suivant présente la répartition des logements sur la commune :

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2014
Population permanente	1 992	1 807	1 607	1 489	1 218	1 285	1 173	1 142
Nombre de logements total	951	964	1 006	941	873	953	975	-
Dont résidences principales	719	676	645	630	534	559	530	-
Dont résidences secondaires et logements occasionnels	183	212	257	207	257	294	300	-
Dont logements vacants	49	76	104	104	82	100	145	-
Hab/résidence principale	2,8	2,7	2,5	2,4	2,3	2,3	2,2	-

Durant la période 1968-2013, le nombre de logements n'a pas cessé de fluctuer avec une augmentation jusqu'en 1982, suivi d'une diminution jusqu'en 2008. On remarque que le nombre de résidences principales est en constante diminution de 1968 à 1999, avec une légère hausse en 2008, et suivie d'une diminution en 2013. Au contraire le nombre de résidences secondaires et de logements vacants est en augmentation quasi continue au cours de la période 1968 à 2013.

On note que le nombre d'habitants par résidence principale est en constante diminution depuis 1968, pour atteindre en 2013, 2,2 habitants/résidence principale.

Enfin, le nombre de résidences secondaires et de logements vacants représente 36 % du parc de logement (moyenne sur la période 1968 à 2013).

3.2 PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD) DE SAINT LAURENT DE CERDANS

Le PLU de la commune de Saint Laurent de Cerdans est en cours d'élaboration. Un PADD a été développé de façon à répondre aux différents enjeux rencontrés par la commune. Il s'agit d'un document validé et débattu en date de Mars 2017. Les orientations prises par la commune en termes d'aménagement futur ont été définies au sein du PADD et sont les suivantes :

3.2.1 Insuffler un nouveau dynamisme social et économique

- Viser un objectif démographique de 1 500 à 1 800 habitants à l'horizon 15 ans
- Favoriser l'offre d'une gamme diversifiée de logements
- Revigorer le tissu économique
 - √ Donner les moyens immobiliers et fonciers de la relance économique
 - √ Améliorer la desserte par les télécommunications numériques
- Parfaire l'armature d'équipements et d'espaces publics
- Façonner un urbanisme durable
 - √ Restructurer les pôles vecteurs de développement : centre ancien, quartier de la Gare, quartier du Moulin et entrée du Bourg
 - √ Organiser le stationnement et inciter le recours aux modes de déplacements doux
 - √ Protéger et mettre en valeur les jardins vivriers

3.2.2 Préserver et valoriser les espaces agricoles et naturels garantis de la qualité du cadre de vie

- Maintenir et redéployer l'agriculture
 - √ Afficher les potentialités des terres
 - √ Permettre et encadrer la constructibilité agricole
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et vernaculaire
 - √ Préserver le patrimoine naturel et limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
 - √ Reconnaître le patrimoine vernaculaire
- Concrétiser le projet d'exploitation photovoltaïque
- Exploiter la forêt
- Orchestrer et promouvoir le tourisme rural intercommunal

3.3 DONNEES DEMOGRAPHIQUES

3.3.1 La population permanente

Le tableau suivant présente l'évolution de la population permanente de la commune (chiffres INSEE).

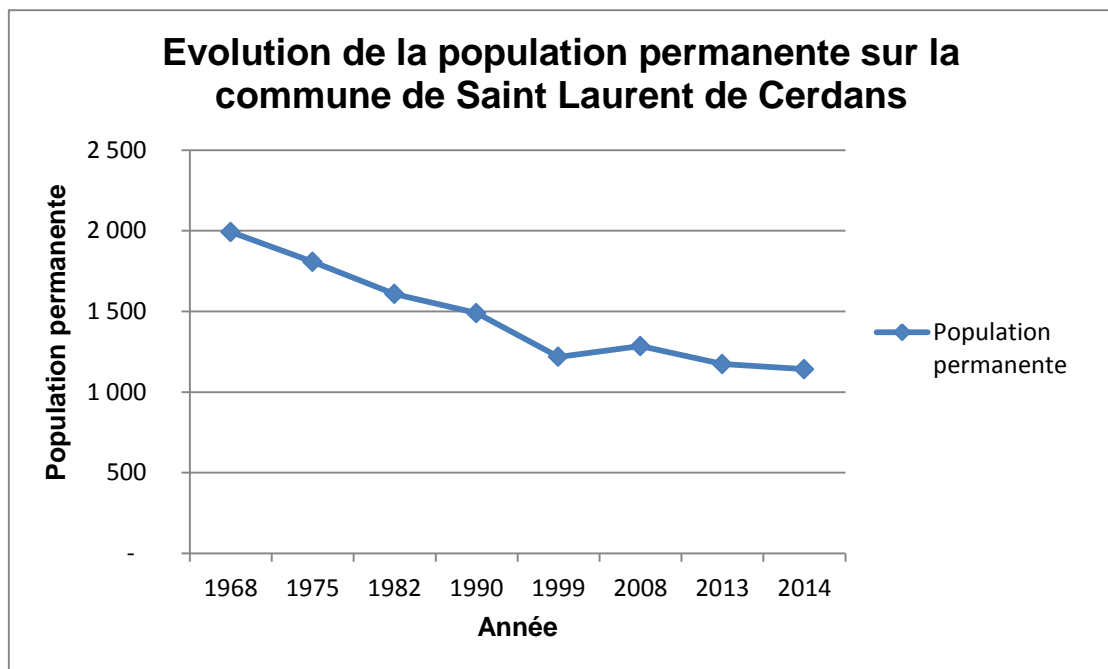
	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2014
Population permanente	1 992	1 807	1 607	1 489	1 218	1 285	1 173	1 142
Taux d'évolution annuel (%)	-	-1,4%	-1,7%	-0,9%	-2,2%	0,6%	-1,8%	-2,6%

Entre 1968 et 1999, la commune a connu une forte diminution de sa population en passant de 1 992 habitants à 1 218 habitants. Une légère augmentation de la population est notée entre 1999 et 2008 avec un taux de croissance de 0,6 %. Cependant, depuis 2008, on note de nouveau une diminution de la population.

En 2014, le taux d'évolution interannuel a atteint les – 2,6 % sur la commune de Saint Laurent de Cerdans.

Ainsi, en 2014, la population permanente de la commune était de 1 142 habitants.

Nous pouvons aussi visualiser l'évolution de la population de la commune sur le graphe suivant :



Sur le graphe suivant nous observons de la même manière, que la population de la commune a fortement diminué depuis les années 1968.

3.3.2 La population saisonnière

La population saisonnière est liée à la fois aux résidences secondaires et aux structures d'accueil touristique.

D'après les informations communiquées par la commune de Saint Laurent de Cerdans, il est recensé sur le territoire communal :

- 1 terrain de camping, d'une capacité de 240 personnes,
- 1 centre de vacances, d'une capacité de 60 personnes.

Concernant les résidences secondaires, nous proposons de retenir un ratio de 3 habitants par logement secondaire. Suite aux données INSEE de 2013, la commune recense 300 logements secondaires et occasionnels.

La population saisonnière estimée sur la commune de Saint Laurent de Cerdans est détaillé dans le tableau ci-dessous :

Type de structure d'accueil	Nombre	Personne/logement	Population saisonnière associée
Résidences secondaires	300	3	900
Infrastructures d'accueil touristique	-	-	300
Total	300	-	1 200

Sur la commune de Saint Laurent de Cerdans, la population saisonnière est donc estimée à 1 200 personnes en 2013.

3.3.3 Synthèse

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la population permanente et de la population totale de 1968 à 2014 :

Catégorie de population	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2014
Population permanente	1 992	1 807	1 607	1 489	1 218	1 285	1 173	1 142
Population saisonnière	-	-	-	-	-	-	1 200	1 200
Population totale							2 373	2 342

Nota : la population saisonnière de 2014 a été prise égale à celle de 2013.

En 2014, la population totale de la commune de Saint Laurent de Cerdans était donc de 2 342 personnes.

3.3.4 Evolution démographique

D'après les informations fournies au sein du PADD (Mars 2017), la commune de Saint Laurent de Cerdans souhaite atteindre une population de 1 500 à 1 800 habitants à l'horizon 15 ans à partir de l'approbation de son PLU.

A l'heure actuelle, la population sur la commune de Saint Laurent de Cerdans est de l'ordre de 1 142 habitants (recensement INSEE).

Au vu des perspectives d'évolution de la population définies au sein du PADD, la population augmenterait de 350 à 650 habitants en 15 ans, soit à l'horizon 2030-2035. Les secteurs d'accueil se situeraient essentiellement au niveau du village.

3.3.5 Développement économique

La commune considère que le tourisme constitue le fer de lance de l'économie locale au vue de sa localisation géographique et des paysages environnant.

La commune ne veut pas négliger ses atouts en termes d'artisanat, d'industrie et d'autres services que le tourisme. Ainsi, pour inciter l'installation de nouvelles entreprises, la commune continuera de mettre à profit son patrimoine immobilier en louant les locaux dont elle dispose, se positionnera éventuellement pour de nouvelles acquisitions par la mise en place d'emplacements réservés et enfin, elle déterminera des règles dans son PLU, de nature à servir cet objectif, en autorisant les constructions destinés aux bureaux, au commerce, à l'artisanat ou encore à l'industrie dans des lieux opportuns.

Par exemple, la commune souhaite relancer l'exploitation du bois en s'appuyant en partie sur les 200 hectares qui lui appartiennent.

4 ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT

La commune de Saint Laurent de Cerdans est équipée de trois réseaux d'assainissement distincts, se trouvant au Village, au hameau de la Forge del Mitg et au hameau des Cazottes. Ils sont tous gérés par la commune.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est assuré par le Syndicat Mixte Départemental d'Assainissement Non Collectif des Pyrénées-Orientales.

La commune de Saint Laurent de Cerdans dispose d'un précédent zonage d'assainissement datant de 2003.

4.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.1.1 Le réseau d'eaux usées

4.1.1.1 Etat des lieux des réseaux

VILLAGE

Le réseau d'assainissement du village de Saint Laurent de Cerdans est majoritairement de type séparatif avec cependant une portion en unitaire et quelques portions sur lesquelles des grilles pluviales et des fontaines sont connectées.

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type de matériau et diamètre (Rapport d'Etude diagnostique du réseau d'assainissement, Août 2002) :

Longueur du réseau (ml)				
Diamètre / Matériau	Aminate / Ciment	PVC	Fonte	Total
ø 125	-	120	-	120
ø 140	-	170	-	170
ø 150	2 430	-	40	2 470
ø 160	-	400	-	400
ø 200	3 620	1 440	60	5 120
ø 250	2 130	-	-	2 130
ø 300	230	40	-	270
ø 400	170	-	-	170
ø 500	-	50	-	50
Total	8 580	2 220	100	10 900

Le système de collecte des eaux usées du Village est donc composé de 10 900 ml de réseau.

A noter que le réseau du Village est aussi équipé de quelques portions de réseau bâties de dimensions (en mm), 300 x 300, 400 x 300 et 400 x 400.

HAMEAU DE LA FORGE DEL MITG

Le réseau d'assainissement du hameau de la Forge del Mitg est intégralement de type séparatif.

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type de matériau et diamètre (Rapport d'Etude diagnostique du réseau d'assainissement, Août 2002) :

Longueur du réseau (ml)			
Diamètre / Matériau	Aminate / Ciment	PVC	Total
ø 110	-	50	50
ø 125	120	-	120
ø 140	-	60	60
ø 150	440	-	440
ø 200	660	-	660
ø 300	40	-	40
Total	1 260	110	1 370

Le système de collecte des eaux usées du Hameau de la Forge del Mitg est donc composé de 1 370 ml de réseau.

HAMEAU DES CAZOTTES

Le réseau d'assainissement du hameau des Cazottes est intégralement de type séparatif.

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type de matériau et diamètre (Rapport d'Etude diagnostique du réseau d'assainissement, Août 2002) :

Longueur du réseau (ml)	
Diamètre / Matériau	Aminate / Ciment
ø 100	80
ø 125	50
ø 150	120
Total	250

Le système de collecte des eaux usées du Hameau des Cazottes est donc composé de 250 ml de réseau.

4.1.1.2 Ouvrages particuliers

Suite au diagnostic du réseau d'assainissement de la commune de Saint Laurent de Cerdans d'Août 2002, il a pu être identifié les différents accessoires de la commune :

- Deux chasses d'égout,
- Six déversoirs d'orage,
- Aucun poste de relevage ou de refoulement.

DO	Localisation	Hauteur surverse / radier (cm)	Conduite		Exutoire
			Diamètre (mm)	Matériau	
1	Regard n° 7	14	500	Ciment	La Quère
2	Regard n° 11	16	300x160	Ciment	Le Coumal
3	Regard n° 17	56	400 / 2	Ciment	La Quère
4	Regard n° 54	15	250	Ciment	Le Coumal
5	Regard n° 69	50	200	PVC	La Quère
6	Regard n° 70	62	125	Fibro-ciment	Ravin

ENTECH Ingénieurs Conseils

4.1.2 Diagnostic fonctionnel du réseau

Le diagnostic du réseau d'assainissement de la commune de Saint Laurent de Cerdans d'Août 2002, a permis de mettre en évidence différents désordres présents sur les trois réseaux d'assainissement :

- Regards de visite en quantité insuffisante,
- Portion de réseau unitaire,
- Connexion de fontaines (3) et de grilles pluviales (3),
- Branchements défectueux, racines, cassures,
- Réduction de section,
- Rejets directs au milieu superficiel (eaux usées, eaux ménagères, rejet industriel et rejet indéterminé).

Par suite, des campagnes de mesures de charges hydrauliques et de pollution ont été réalisées sur les réseaux d'assainissement afin de compléter les informations. Les résultats obtenus sont présentés ci-dessous :

4.1.2.1 Eaux parasites à caractère permanent et désordres structurels majeurs

Une inspection télévisée, réalisée en Avril 2003, a permis de mettre en évidence des désordres structurels majeurs pouvant être à l'origine d'intrusions d'eaux parasites (joints défectueux, perforations) et/ou provoquant des défauts hydrauliques (branchements pénétrants, dépôts graisseux).

Par suite, les campagnes de mesures réalisées par temps sec ont mis en évidence des apports d'eaux parasites « moyens » sur les trois bassins de production du Village. La répartition suivante des apports a été mise en évidence, avec, 28,1 % pour le bassin de production B, 31,1 % pour le bassin de production A et 41 % pour le bassin de production C.

Enfin, les débits nocturnes minimum enregistrés à l'exutoire du réseau du village et de la Forge del Mitg étaient respectivement de 0,75 l/s et 0,3 l/s.

4.1.2.2 Intrusions pluviales

Lors des investigations réalisées en 2002, les volumes collectés par temps de pluie représentaient une augmentation importante et rapide par rapport aux volumes de période sèche. L'existence de gouttières, d'avaloirs raccordés sur le réseau d'assainissement apparaissait établie.

Aucun phénomène de ressuyage n'a été observé.

Les tests à la fumée, réalisés en Novembre 2002 sur la totalité du réseau d'assainissement, ont révélé la présence de points d'intrusions d'eaux pluviales vers les parties séparatives du réseau d'assainissement (branchements privés non étanches, grille, avaloir, tampon non étanche). Ces tests à la fumée ont permis de localiser 16 610 m² de surfaces actives, dont 13 710 m² de gouttières (sans prendre en compte les connexions hydrauliques du réseau avec les bassins et fontaines à écoulement variable). La répartition par secteur était la suivante :

- Au niveau du village il a été estimé les surfaces actives à 15 385 m²,
- Au niveau du Hameau de la Forges del Mitg, il a été estimé les surfaces actives à 1 075 m²,
- Au niveau du Hameau des Cazottes, il a été estimé les surfaces actives à 150 m².

4.1.2.3 Rejets en milieu naturel

Plusieurs rejets d'eaux usées ou ménagères ont été répertoriés sur le village de Saint Laurent de Cerdans. Il sera souhaitable de les supprimer par un raccordement aux collecteurs d'évacuation d'eaux usées respectifs ou par une réfection de l'étanchéité des conduites défectueuses.

ENTECH Ingénieurs Conseils

4.1.2.4 Travaux de réhabilitation proposés

Sur la commune de Saint Laurent de Cerdans, les interventions prescrites suite au diagnostic du réseau d'assainissement de 2002 ont été faite dans le but de :

- Supprimer les désordres structurels majeurs pouvant être à l'origine d'intrusions d'eaux parasites par temps sec,
- Supprimer les désordres structurels majeurs pouvant être à l'origine d'intrusions d'eaux parasites pluviales,
- Supprimer les désordres structurels majeurs pouvant être à l'origine de problèmes d'écoulement,
- Supprimer les rejets d'effluent dans le milieu naturel.

Les travaux envisagés ont été classés par ordre de priorité (priorité 1 ou priorité 2) avec une estimation des coûts engendrés.

4.1.3 Station d'épuration du Village

4.1.3.1 Station d'épuration

La station d'épuration du village de la commune de Saint Laurent de Cerdans a été mise en service en juillet 2005. La filière est de type **boues activées en aération prolongée de très faible charge**. La capacité de la station est de 2 500 EH pour une charge en DBO5 de 150 kg/j.

Elle reçoit des effluents qui sont de nature domestique.

Le débit de référence est de 470 m³/j.

4.1.3.2 Charges à traiter

HORIZON DU PROJET

L'horizon du projet retenu a été fixé à 2030.

CAPACITE NOMINALE DE LA STATION D'EPURATION

A l'heure actuelle la capacité nominale de la station d'épuration est de 2 500 EH avec :

Capacité en EH	2 500
Débit de référence (m ³ /j)	470
Charge en DBO5 (kg/j)	150

4.1.3.3 Niveaux de rejet

Les références de rejet doivent respecter celles de l'arrêté du 21 juillet 2015 (applicable à partir du 1^{er} janvier 2016) pour les stations d'épuration des agglomérations devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5 :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Ou rendement minimal	Concentration rédbitoire (mg/l)
DBO5 (échantillon filtré)	25	80%	50
DCO (échantillon filtré)	125	75%	250
MES	35	90%	85

ENTECH Ingénieurs Conseils

4.1.3.4 Situation vis-à-vis des zones à réglementations spécifiques

L'emplacement actuel de la station d'épuration du Village de Saint Laurent de Cerdans n'est pas situé au sein de la zone définie par l'Atlas des Zones Inondables.

Cependant, celle-ci est située au sein de la ZNIEFF de type II « Le Vallespir ».

4.1.3.5 Synthèse du diagnostic de la station

Les données recensées ci-dessous sont issues du site Eau France.

BILAN DES CHARGES HYDRAULIQUES SUR LA STATION D'ÉPURATION

	2012	2013	2014	2015
Débit entrant moyen (m ³ /j)	210	188	170	157
Charges maximales en entrée (EH)	1 373	1 775	1 309	2 585

On observe en 2015, le dépassement de la capacité nominale de la station d'épuration au niveau de la charge maximale reçue en entrée de station. Cependant, il est difficile de réaliser une interprétation de cette valeur car nous ne disposons pas de la période à laquelle le dépassement a eu lieu et de la charge moyenne reçue en entrée de station.

Toutefois, si l'on analyse le débit moyen entrant sur les années 2012 à 2015, on s'aperçoit que celui-ci est très inférieur au débit de référence fixé à 470 m³/j. Par la suite, si l'on analyse les charges maximales entrantes au niveau de la station entre 2012 et 2014, on s'aperçoit que celles-ci sont nettement inférieures à la capacité nominale de la station de 2 500 EH.

Il semblerait que la station d'épuration de la commune de Saint Laurent de Cerdans soit en mesure d'assurer le traitement des effluents qu'elle reçoit.

BILAN DES CHARGES POLLUANTES EN ENTREE DE STATION

Aucune donnée de disponible.

NIVEAUX DE REJET AUTORISE

	2012	2013	2014	2015
Conforme en équipement	Oui	Oui	Oui	Oui
Abattement DBO5 atteint	Oui	Oui	Oui	Oui
Abattement DCO atteint	Oui	Oui	Oui	Oui
Conforme en performance	Oui	Oui	Oui	Oui

On peut s'apercevoir que la station d'épuration, d'après les données Eau France, est conforme au niveau des rejets épuratoires. Cependant nous ne disposons pas de données chiffrées à présenter.

4.1.3.6 Milieu récepteur – Le Saint Laurent

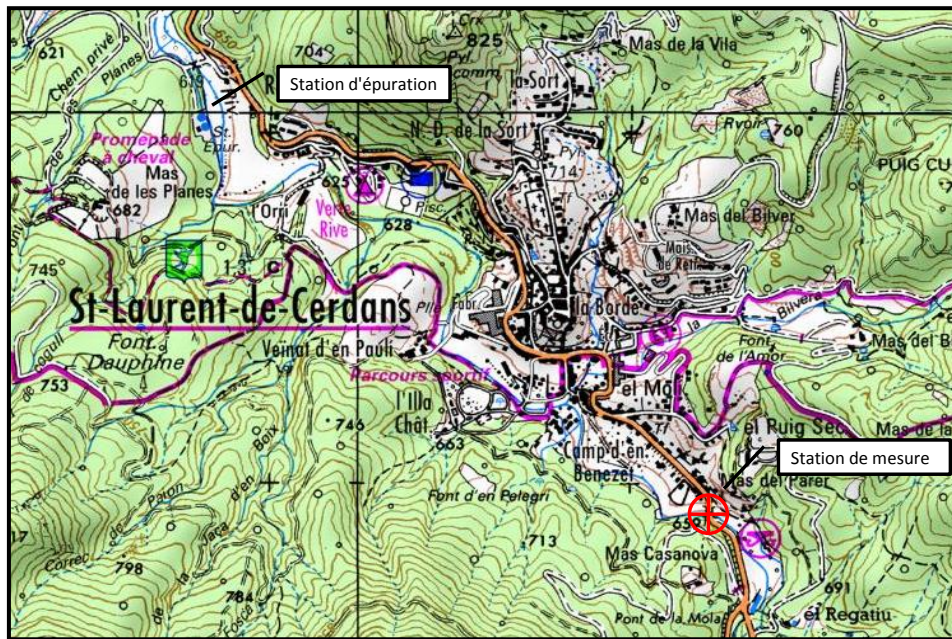
La station d'épuration du village de Saint Laurent de Cerdans rejette ses effluents dans la rivière de Saint Laurent (FRDR 10245).

HYDROLOGIE

La commune est traversée du Sud-Est au Nord-Ouest par la rivière de Saint Laurent, un affluent de la rive droite du Tech.

SUIVI DE LA QUALITE EN AMONT DE LA STATION

Une station de mesure est située sur la commune de Saint Laurent de Cerdans, 1,7 km en amont de la station d'épuration du Village. Le code de la station est 06167540. La carte ci-dessous indique la localisation du site du suivi de la rivière de Saint Laurent.



La qualité actuelle de la rivière de Saint Laurent en amont de la station d'épuration du Village de Saint Laurent de Cerdans est présentée ci-dessous :

État des eaux de la station

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2015	TBE	Ind	TBE	TBE	TBE								Ind		
2014	TBE	Ind	TBE	TBE	TBE								Ind		
2013	TBE	Ind	TBE	TBE	TBE								Ind		
2012	TBE	Ind	TBE	TBE	TBE								Ind		
2011	TBE	Ind	BE	TBE	TBE								Ind		
2010	BE	Ind	BE	TBE	TBE								Ind		
2009	BE	Ind	BE	TBE	TBE								Ind		
2008	BE	Ind	TBE	TBE	TBE								Ind		

ENTECH Ingénieurs Conseils

La rivière de Saint Laurent présente un très bon état au niveau du bilan oxygène, des nutriments azote et phosphore.

Cependant concernant l'état écologique et l'état chimique, aucune donnée n'est disponible.

SUIVI DE LA QUALITE EN AVAL DE LA STATION

Une station de mesure est située sur la commune de Saint Laurent de Cerdans, 4 km en aval de la station d'épuration du Village. Le code de la station est 06167550. La carte ci-dessous indique la localisation du site du suivi de la rivière de Saint Laurent.



La qualité actuelle de la rivière de Saint Laurent en aval de la station d'épuration du Village de Saint Laurent de Cerdans est présentée ci-dessous :

État des eaux de la station

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2015	TBE	Ind	TBE	TBE	TBE								Ind		
2014	TBE	Ind	TBE	BE	BE								Ind		
2013	TBE	Ind	TBE	BE	BE								Ind		
2012	TBE	Ind	TBE	BE	BE								Ind		
2011	TBE	Ind	TBE	BE	TBE								Ind		
2010	BE	Ind	TBE	BE	BE								Ind		
2009	BE	Ind	TBE	BE	BE								Ind		
2008	BE	Ind	TBE	BE	BE								Ind		

ENTECH Ingénieurs Conseils

La rivière de Saint Laurent présente un très bon état au niveau du bilan oxygène, des nutriments azote et phosphore.

Cependant concernant l'état écologique et l'état chimique, aucune donnée n'est disponible.

On peut donc noter que le rejet de la station d'épuration sur les paramètres bilan oxygène et nutriments (azote et phosphore) n'a pas d'influence sur le cours d'eau car la qualité de ces paramètres est identique entre l'amont et l'aval du rejet de la station d'épuration.

4.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.2.1 Configuration actuelle

Sur le territoire communal de Saint Laurent de Cerdans, 80 installations d'assainissement non collectif ont été recensées par le SPANC. Ces logements font régulièrement l'objet d'un diagnostic par le SPANC.

Les logements concernés sont dispersés sur le territoire communal.

L'assainissement non collectif n'est pas prédominant sur la commune puisqu'il représente 80 logements sur un total de 975, soit 8,2 % des systèmes épuratoires.

4.2.2 Etat des lieux de l'existant

4.2.2.1 Présentation de la méthodologie

L'enquête a été réalisée par le biais du SPANC.

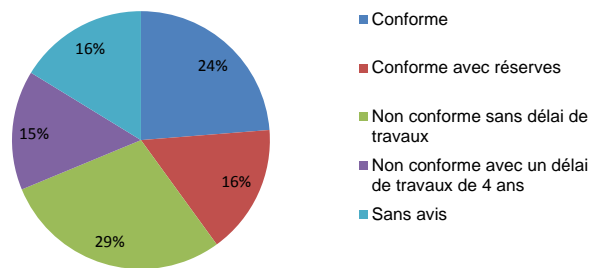
Depuis le 1er janvier 2006, la loi sur l'Eau a imposé aux collectivités de conduire un certain nombre de contrôles sur les installations d'assainissement autonome. Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est en charge de la réalisation des contrôles obligatoires imposés par la loi sur l'eau de 1992.

4.2.2.2 Synthèse des données fournies par le SPANC

Les données concernant le recensement des installations en assainissement non collectif sont présentées dans le tableau suivant :

Installations recensées par le SPANC sur la commune de Saint Laurent de Cerdans - Année 2015		
Avis	Nombre	%
Conforme	19	24%
Conforme avec réserves	13	16%
Non conforme sans délai de travaux	23	29%
Non conforme avec un délai de travaux de 4 ans	12	15%
Sans avis	13	16%
Total	80	100%

Installations recensées par le SPANC sur la commune de Saint Laurent de Cerdans 2015



Les résultats permettent de mettre en évidence les points suivants :

- 19 installations, soit 24 % des installations en assainissement non collectif sont conformes,
- 35 installations, soit 44 % des installations en assainissement non collectif sont non conforme,
- 13 installations, soit 16 % des installations en assainissement non collectif sont sans avis.

4.2.3 Etude des sols et Aptitude des sols à l'assainissement autonome

4.2.3.1 Etudes des sols

METHODOLOGIE

Un repérage des zones d'étude a eu lieu en février 2003. La localisation des sondages et des tests a été établie en fonction de trois paramètres principaux :

- Variabilité présumée des unités pédologiques, en fonction des premières observations des sols en place,
- Acceptation des propriétaires des parcelles pour la réalisation des sondages et des fosses
- Urbanisation existante et envisagée de certains secteurs.

La définition de l'aptitude des sols passe par l'examen préalable de quatre paramètres indispensables en vue d'apprécier leur capacité au géoassainissement :

- Nature et profondeur des sols,
- Perméabilité,
- Piézométrie et hydromorphie,
- Topographie.

Les observations des différents horizons du sol en place, dans les zones d'étude, sont faites à partir des prélèvements réalisés à l'aide d'une tarière à main. Elles permettent par la suite d'établir des profils pédologiques.

ENTECH Ingénieurs Conseils

Les tests de percolation sont mis en œuvre à l'aide d'infiltromètres, selon le principe de l'essai à niveau constant. La phase d'imbibition se déroulera sur une période de quatre heures minimum pour amener les sols en place à saturation. La cellule de mesure reliée au régulateur de niveau permettra la lecture des valeurs constantes de perméabilité des sols.

Ces tests permettent d'apprécier l'aptitude des sols en place à la percolation de l'eau à saturation.

RESULTATS DES OBSERVATIONS DES SONDAGES PEDOLOGIQUES

Les observations pédologiques réalisées à partir des sondages à la tarière manuelle et des coupes naturelles indiquent une certaine diversité des profils de sols rencontrés.

De manière générale, la commune de Saint Laurent de Cerdans est située sur les unités pédologiques suivantes :

- Sol profond sur arènes granitiques, beige, limono-sableux, avec une structure polyédrique, à tassement faible,
- Sol peu profond, beige à brun clair sur support granitique, limono-sableux, avec une structure polyédrique, à tassement faible irrégulièrement caillouteux.

RESULTATS DES TESTS DE PERMEABILITE

L'étude pédologique préalable des sols a permis de définir les profondeurs des tests de perméabilité. Les horizons qui ont été testés sont ceux susceptibles de recevoir les effluents à traiter.

Valeurs clés de classification de perméabilité (Référence DTU 64.1) :

- Sols imperméables : de 0 à 15 mm/h ;
- Sols peu perméables : de 15 à 30 mm/h ;
- Sols perméables à très perméables : de 30 à 500 mm/h ;
- Sols trop perméables : > 500 mm/h.

Les résultats obtenus sont présentés au sein du tableau ci-dessous :

Lieu dit	N° parcelle	Identification du sondage	Profondeur du sondage en mètres	Valeur de la perméabilité en mm/h	Profondeur du test en mètres	Classement de l'horizon testé
La Fagède	395	S1T1	>1,3	85	0,5	Perméable
Mas de la Fagède	373	S2T2	>1,3	25	0,5	Peu Perméable
Les Fontettes	459	S3T3	>1,3	105	0,5	Perméable
Mas du Paré	373	S4T4	>1,3	65	0,5	Perméable
La Cabane	190	S5	>1,3	/		/
Mas Patiras	201	S6T6	>1,3	70	0,5	Perméable
Mas de l'Orry	248	S7	>1,3	/		/
Le Noell	275	S8	>1,3	/		/
Mas d'en Cours	224	S9	>1,3	/		/
Mas de la Ville	138	S10	>1,3	/		/
La Quère	149	S11T11	>1,3	50	0,5	Perméable
Cam Prim	372	S12T12	>1,3	120	0,5	Perméable
Le Soula	197	S13T13	>1,3	90	0,5	Perméable
Le Boix	45	S14T14	>1,3	70	0,5	Perméable
Billelongue	40	S15T15	>1,3	60	0,5	Perméable
Casenove de Gramatxo	116	S16	>1,3	40	0,5	/
Casenove Pla del Mané	11	S17	>1,3	135	0,5	/
Probedones	260	S18T18	>1,3	80	0,5	Perméable
Le Boach	30	S19T19	>1,3	85	0,5	Perméable
La Forge del Mitg	16	S20	>1,3	90	0,5	/
	216	S21	>1,3	100	0,5	/
Nombre de tests révélant un horizon peu perméable				1		
Nombre de tests révélant un horizon perméable				11		
Nombre de tests réalisés sur la commune				12		

Les perméabilités favorables des sols en place assurant la pérennité des dispositifs d'assainissement autonome se situent entre 30 et 500 mm/h.

Pour les sols perméables la mise en de tranchées d'infiltration est possible. Les autres paramètres de l'aptitude définiront les contraintes qui peuvent modifier ce choix de filière de traitement.

Pour les sols peu perméables, il est possible de préconiser des tranchées d'infiltration surdimensionnées. Dans ce cas aussi, les autres paramètres de l'aptitude définiront les contraintes qui peuvent modifier ce choix de filière de traitement.

Pour les sols où la perméabilité est < 15 mm/h, il est d'ores et déjà possible d'envisager des filières sur sols reconstitués et drainées afin d'obtenir un bon rendement épuratoire.

PIEZOMETRIE ET HYDROMORPHIE DES SOLS

Les investigations de terrain ont été réalisées en période de nappe haute, suite à plusieurs évènements pluvieux significatifs.

Le type de végétation rencontré et la topographie des zones d'étude seront également un indice de présence d'eau. Le niveau atteint des nappes superficielles est un paramètre fondamental limitant le choix d'un dispositif d'assainissement autonome.

ENTECH Ingénieurs Conseils

L'efficacité des forces de suctions du sol en place est étroitement liée à la présence d'humidité.

Aucune trace d'hydromorphie n'a été trouvée sur l'ensemble des zones d'étude, mis à part au Mas d'en Cours sur la parcelle 224, à proximité d'une source.

TOPOGRAPHIE DES TERRAINS

La contrainte représentée par le facteur « pente naturelle » des sols en matière de géoassainissement est analysée au travers des valeurs clés suivantes :

Valeurs clés de classification de pente naturelle (Référence DTU 64.1) :

- Pente très favorable : pente < 2 %
- Pente favorable (analyser l'aménagement au cas par cas) : 2 % < pente < 10 %
- Evaluer la faisabilité d'un épandage en terrasse : pente > 10 %

Les investigations de terrains accompagnées des relevés topographiques des cartes IGN ont permis d'établir la carte des pentes. Cette reconnaissance topographique s'est essentiellement cantonnée sur les écarts et plus précisément sur les parcelles susceptibles de recevoir un dispositif d'assainissement individuel.

Les pentes du territoire communal représentent un facteur limitant majeur au géoassainissement, où la forte déclivité peut provoquer la mise en place d'un traitement sur sol reconstitué. Pour les zones où la pente ne dépasse les 10%, le sens d'écoulement conditionnera le choix de l'emplacement du traitement.

4.2.3.2 Définition de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome

METHODOLOGIE D'ELABORATION

Les paramètres utilisés permettant d'aboutir à cette classification des sols sont prédéfinis par l'étude comparative des données de la Circulaire Ministérielle du 22 mai 1997, la méthode S.E.R.P., la référence DTU 64.1 et les expériences de terrain acquises.

Les valeurs clefs sont récapitulées dans le tableau suivant :

Paramètres majeurs			Paramètres mineurs	
Valeurs clefs pour la cartographie	Vitesse de percolation Ken mm/h à saturation	Présence d'une nappe d'eau ou traces d'hydromorphie	Profondeur du substratum	Pente
	K < 15 mm/h Sol imperméable	Zone saturée entre 0,8 m et 1,5 m	> 2	< 2 %
	15 mm/h < K < 30 mm/h Sol peu perméable		Entre 1,5 et 2 m	2 à 10 %
	30 mm/h < K < 500 mm/h Sol perméable	> 1,5 m		
	K > 500 mm/h Sol trop perméable			< 1,5 m

Grâce aux critères précédents, les sols sont définis en quatre classes décrites ci-dessous :

Classe	Appréciation des caractéristiques des sols en place	Aptitude des sol en place au géoassainissement
I	Perméabilité comprise entre 30 et 500 mm/h et Absence d'hydromorphie ou une nappe > 1,5 m et Profondeur du substratum > 2 m ou comprise entre 1,5 m et 2 m et/ou Pente < 2% ou 2 à 10%	Bonne
II	Perméabilité comprise entre 15 et 30 mm/h et Présence d'une nappe ou trace d'hydromorphie entre 0,8 m et 1,5 m et/ou Profondeur du substratum > 2 m ou comprise entre 1,5 m et 2 m ou Pente < 2% ou 2 à 10%	Moyenne
III	Perméabilité > 500 mm/h ou < 15 mm/h et/ou Présence d'une nappe ou trace d'hydromorphie < 0,8 m et/ou Profondeur du substratum < 1,5 m et/ou Pente > 10%	Médiocre
IV	Engorgement en eau superficielle permanent et/ou Pente > 15%	Nulle

SYNTHESE DES RESULTATS DES INVESTIGATIONS TERRAINS

Le recueil des données de terrain est présenté dans les tableaux suivants :

A noter que les paramètres intervenant comme des facteurs limitants dans la définition de l'aptitude des sols sont également rappelés et mis en évidence (cases grisées du tableau).

N° de zone	N° d'enquête	Lieu-dit	N° de parcelle	Classement des horizons	Profondeur des sols en place	Facteur limitant	Pentes	Aptitude
1	37	Mas de la Ville	136,138	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
	38		136					
	39		136,138					
	62	Mas Pomarède	307,308					
	26	Mas Bac	180,181					
	24	Mas Cabane	187					
	25		191					
	27	Mas Patiras	200,201					
/	Mas du Paré	372,374						
2	32	Avenue J Jaures	465	/	< 1,3	sol	2 à 10%	Médiocre
	33		466					
3	16	Rue du 8 mai	559	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
	17		557					
	18		558					
4	20	Las Fontettes	356	Perméable	< 1,3	Peu de place pente, sol	> 10%	Médiocre
	21		459				> 10%	
	28	Las Ruiros	23	Perméable	< 1,3	Peu de place sol	2 à 10%	Médiocre
	29		562					
	30							
5	60	Mas Crémadeils	85	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
	61		85					
	57	Mas Cazals	22					

ENTECH Ingénieurs Conseils

N° de zone	N° d'enquête	Lieu-dit	N° de parcelle	Classement des horizons	Profondeur des sols en place	Facteur limitant	Pentes	Aptitude
6	/	Las Ruiros	576,577	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
	9	La Fagède	389					
	10		395					
	11		391,392					
	12		390					
	13		422					
	14		422					
	7	Les Cazottes	486					
	1	Forge d'en Bosc	548,55					
	2		578,58					
	4		579					
	8	Les Planes Basses	487					
	19	Rue du 8 mai				Peu de place		
	91	Mas de las Planes	31					
	92		35					
	31	Mas de l'Orry	2220					
7	15	Mas de la Fagède	2223	Peu Perméable	> 1,3		2 à 10%	Moyenne
8	3	Forge d'en Bosc	1565	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
9	5	Forge d'en Bosc	108	Perméable	< 1,3	Peu de place sol	2 à 10%	Médiocre
	6		185					
10	83	Forge del Mitg	1857	Perméable	> 1,3	En contrebas	2 à 10%	Moyenne

N° de zone	N° d'enquête	Lieu-dit	N° de parcelle	Classement des horizons	Profondeur des sols en place	Facteur limitant	Pentes	Aptitude	
11	79	Forge del Mitg	1180	Perméable	< 1,3	Sol	2 à 10%	Médiocre	
	80		646						
	81		235						
	82		405						
	85		160						
	86		367						
	87		6			Pente, sol	> 10%		
	88		781						
	89		1581						
	90		1579						
12	64	Billelongue	40,41	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne	
	65								
	67,68	Le Faitg	132						
13	40	Le Sagué	462	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne	
	41		461						
	42		458						
	43								
	63	Le Berdagué	409						
	/	La Mazade	226,228						
	44	Mas d'en Garou	101						
14	/	Mas Montner	93	Peu Perméable			2 à 10%	Moyenne	
15	/	Mas Gramaxo	111	/	< 1,3	Pente, sol	> 10%	Médiocre	
	/	Cazenobe de Gramaxo	115						

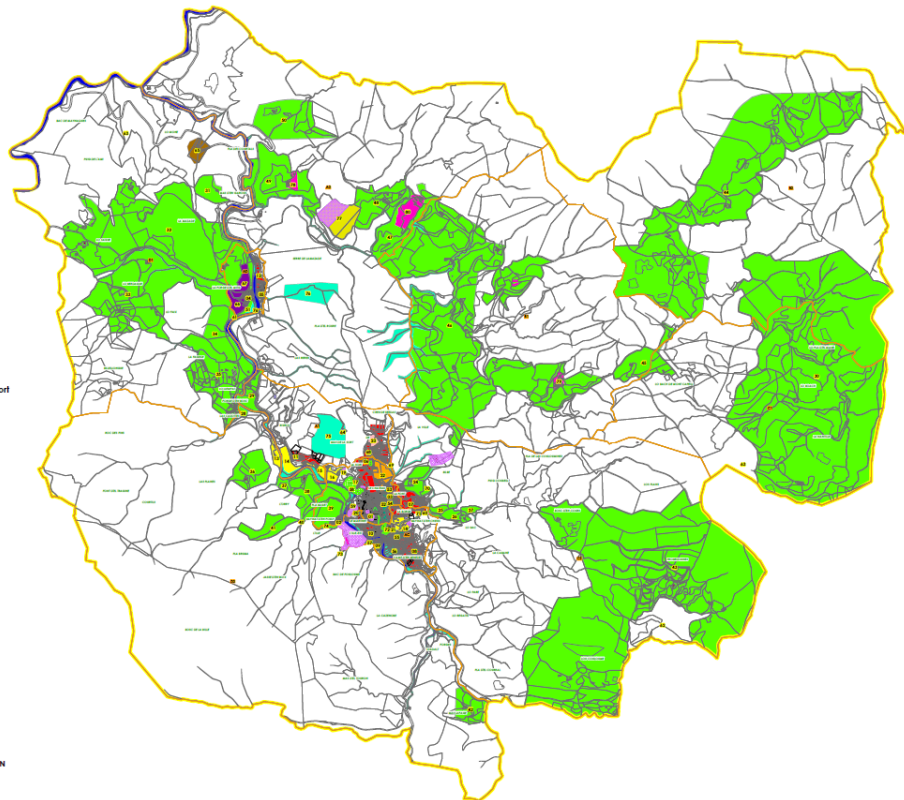
ENTECH Ingénieurs Conseils

N° de zone	N° d'enquête	Lieu-dit	N° de parcelle	Classement des horizons	Profondeur des sols en place	Facteur limitant	Pentes	Aptitude
16	46	Mas Llestanos	119 à 126	Perméable	> 1,3	Terrasses	2 à 10%	Bonne
	49	Can Prim	372					
17	47	Forge d'Aval	228	/	< 1,3	Peu de place	2 à 10%	Médiocre
18	53	Le Soula	190	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
	54		204,205					
	55		326					
	56							
	50	Le Clois	180					
	51		176,177					
19	36	Mas Bosc d'en Cours	223	Perméable	< 1,3	Nappe < 1 m sol	2 à 10%	Médiocre
20	34	Le Noell	275	Peu Perméable	> 1,3		2 à 10%	Moyenne
21	35		253	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
22	74	Las Probedones	260	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
23	52	Mas Pouloumé	10	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
	58	Mas Boix	43					
	59		45					
	72	Mas Boach	24,27					
	/	Mas Bouadelle	219					
	69	Mas du Pla Boulé	110					
	70	Mas Pla del Mané	346					
	71	Casenove du Pla del Mané	11					
24	23	Mas Cazenobe	492	/	> 1,3	pente	> 10%	Médiocre
25	23						2 à 10%	Bonne
26	77	Mas Lafage	327	Perméable	> 1,3		2 à 10%	Bonne
	/	Forge d'Adalt	306					
	/	Le Regatiu	511					
	78	Can Galtis	369					
27	75	Mas Couloumé	305,306	/	< 1,3	pente	> 10%	Médiocre
	76			/				

Les facteurs limitants principaux sont la pente et l'épaisseur des sols. En majorité, la perméabilité des sols en place est favorable au géoassainissement de type tranchées d'infiltration.

Pour les sols aux aptitudes moyennes, il s'agira de préconiser des filières surdimensionnées afin d'assurer la bonne épuration-dispersion des effluents.

Pour les sols aux aptitudes médiocres, il s'agira de préconiser des filières sur sols reconstitués, les terrains actuellement en place ne pouvant pas jouer leur rôle d'épurateur naturel.



- Commune de St Laurent de Cerdans**

Plan de travail pour l'élaboration du PLU

Date: 21.06.2017

Echelle: 1/2000

Logo de la commune et du service de l'urbanisme.

Legende:

 - édif. dur
 - édif. léger
 - Autres bâtis : Eglise et chapelle Notre dame de la tort
 - Parcelles
 - Hydrographie
 - Aubres surfaces en eau : piscines, étangs, ...
 - Limite de section
 - Aubres : tennis, ...
 - Aubres indications?
 - Limite communale

Zonage du PLU

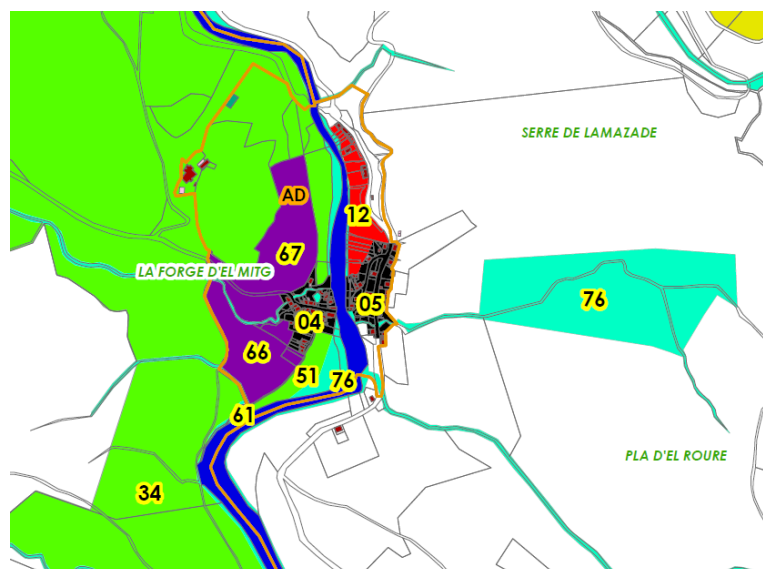
 - UA
 - UB
 - UC
 - UE
 - AU0
 - AU0
 - A
 - Aj
 - N
 - Nd
 - Ng
 - Nr
 - Ns
 - Nt

Surzonage du PLU

 - Emplacements Réservés (ER) : 10
 - Eléments de paysage protégés (L151-152 et -23)
 - Changement de destination autorisé en zones A et N
 - Eléments de paysage protégés (L151-152 et -23)

Version a

- Cartographie présentant le zonage du PLU défini au niveau du Hameau de la Forge del Mitg



5.1.2 Modalités d'extension et de raccordement

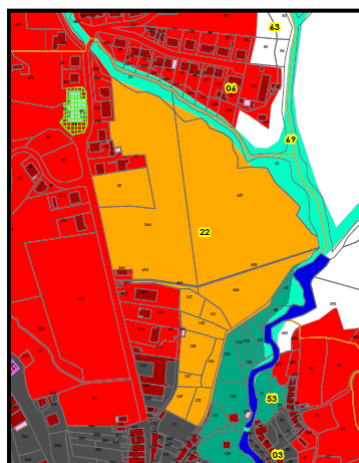
5.1.2.1 Zone AUa – Secteur Château - Sort

Le secteur du Château – Sort fait l'objet d'un Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin de définir un projet cohérent et structuré au Nord de la ville. Le secteur correspond à une zone AUa et dont l'urbanisation est possible.

L'intention sur ce secteur est de composer une reliance entre le centre ancien du village et le quartier de la Sort. L'aménagement permettra une articulation tant en termes physique et paysager que fonctionnel et social. Il porte sur l'espace entre la rue de la Sort et des constructions existantes à l'Ouest, le ruisseau du Coumal en frange Nord / Nord-Est, le chemin de « Can Rouchelle » au Sud-Est et le centre ancien et le chemin des puits en limite Sud / Sud-Ouest.

La superficie de l'aménagement s'étend sur environ 3 ha.

Le site est desservi par le réseau d'assainissement, notamment via l'impasse de la Sort. Le raccordement au niveau de ce secteur sera donc à envisager. De plus, au vu de la topographie des lieux, un écoulement gravitaire semble envisageable.



ENTECH Ingénieurs Conseils

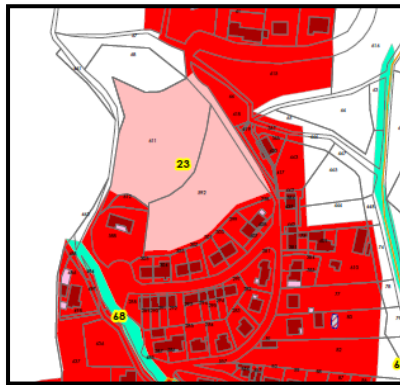
5.1.2.2 Zone AUb - Secteur Quintas de la Sort

Le secteur du Quintas de la Sort fait l'objet d'un Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin de définir un projet cohérent et structuré au Nord de la ville. Le secteur correspond à une zone AUb et dont l'urbanisation est possible.

L'intention sur ce secteur est de finaliser l'urbanisation au Nord du quartier de la Sort. L'aménagement permettra de créer un quartier d'habitat entre le quartier de la Sort et les constructions établies sur la route menant au Mas de la Ville. Il porte sur un espace bordé par la forêt à l'Ouest et au Nord, par le quartier de la Sort au Sud et par le chemin de la Ville et un ravin appartenant au bassin versant du Coumal à l'Est.

La superficie de l'aménagement s'étend sur environ 1 hectare.

Le site est desservi par le réseau d'assainissement, notamment via la route de la Ville. Le raccordement au niveau de ce secteur sera donc à envisager. De plus, au vu de la topographie des lieux, un écoulement gravitaire semble envisageable.



5.1.3 Adéquation de la capacité de la STEP avec les charges à traiter

5.1.3.1 Charges actuellement reçues

D'après les données issues du site Eau France sur la station d'épuration de la commune de Saint Laurent de Cerdans, il apparaît que la charge maximale entrante à la station d'épuration au cours des années 2012 à 2014 est bien en dessous de la charge nominale fixée à 2 500 EH, mais qu'au cours de l'année 2015, un dépassement de la capacité nominale est noté, à hauteur de 2 585 EH (cf paragraphe 4.1.3.5).

5.1.3.2 Population supplémentaire attendue et charge équivalente associée

Il a été évalué qu'à l'horizon + 15 ans, après approbation du PLU de la commune, que la commune de Saint Laurent de Cerdans accueillerait une population supplémentaire de 350 à 650 habitants (cf paragraphe 3.3.4).

Cette augmentation de la population entraînera une augmentation de la charge à traiter de 350 à 650 EH pour l'actuelle station d'épuration de la commune.

5.1.3.3 Synthèse

Ainsi, d'après les données concernant la **population permanente actuelle et l'estimation de l'évolution de celle-ci jusqu'à l'horizon 2030-2035**, il peut être donné une estimation de la charge minimale et de la charge maximale entrante au niveau de la station d'épuration.

En effet, d'après les données fournies au sein du PADD, la commune envisage une population permanente future sur la commune entre 1 500 (estimation basse) et 1 800 habitants (estimation haute).

Par la suite, en prenant en compte le fait que **la population saisonnière**, estimée à **960 habitants** sur la commune en considérant un taux d'occupation de 80 % des structures d'accueil touristique en période pointe, reste constante au cours des années.

Il apparaît ainsi que la population raccordée au niveau de la station d'épuration à l'horizon 2030-2035 se situerait entre 2 460 EH (estimation basse) et 2 760 EH (estimation haute). Ainsi, la capacité nominale de la station pourrait être dépassée à l'horizon 2030-2035.

Ainsi, en prenant en compte l'augmentation de la population permanente et la population saisonnière présente sur la commune en période de pointe estivale, il apparaît que la station d'épuration de la commune de Saint Laurent de Cerdans pourra traiter les effluents reçu à très long terme. Cependant des investigations devront être menées vers l'horizon 2030 pour vérifier ou non le dépassement de la charge entrante, estimée entre 2 460 et 2 760 EH.

5.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.2.1 Les zones d'assainissement non collectif

Sur le territoire communal de Saint Laurent de Cerdans, 80 installations d'assainissement non collectif ont été recensées par le SPANC. Ces logements font régulièrement l'objet d'un diagnostic par le SPANC. Le dernier recensement date de 2015.

5.2.2 Contraintes à la mise en œuvre de l'assainissement de type non collectif

5.2.2.1 Les périmètres de protection de captages

Plusieurs périmètres de protection de captages sont présents sur le territoire communal de Saint Laurent de Cerdans.

Les réseaux d'assainissement présents sur le territoire communal ne sont pas concernés par les périmètres de protection recensés.

5.2.2.2 Topographie

La mise en place d'un système d'assainissement autonome peut être rendue difficile dans le cas de terrain en pente, cela nécessite en général des aménagements supplémentaires.

Les valeurs clés de classification de pente (référence DTU 64,1) sont :

- Pente faible : < 2 %,
- Pente forte : $2 < P < 10$ %,
- Pente excessive : > 10 %.

5.2.2.3 Contraintes de l'habitat

Les contraintes de l'habitat prises en considération sont les suivantes :

- La disposition habitation / parcelle,
- L'encombrement de l'assainissement autonome à la parcelle.

Une surface suffisante doit être disponible en aval de l'habitation, en plus des surfaces construites, pour pouvoir mettre en place un assainissement autonome. Pour évaluer l'emprise des dispositifs d'assainissement individuel, il devra être pris en compte :

- La dimension des ouvrages de prétraitement des effluents,
- La surface nécessaire au dispositif d'assainissement non collectif,
- La distance à respecter entre les ouvrages et les puits est définie par l'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 : les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.
- Généralement les distances à respecter entre les ouvrages, les constructions, les plantations et les limites de propriétés sont définies ainsi :
 - √ La distance minimale d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation avec l'habitation est de 5 mètres,
 - √ La distance minimale d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation avec les plantations, les limites de propriété et les arbres est de 3 mètres (DTU 64.1 Août 2013).

Les possibilités d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation seront à étudier au cas par cas pour chaque habitation dans le cadre de la réalisation ou de la mise aux normes de l'assainissement individuel.

5.2.3 Dispositions communes à tout dispositif d'épandage

Pour un bon fonctionnement, tout dispositif d'assainissement autonome ne devra pas être le lieu de circulation de véhicules, ni de plantation à racines profondes, ni de stockage de charges lourdes.

Les revêtements superficiels devront être perméables à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit être à une distance minimale de 35 m de tout puits ou captage d'eau potable et à 3 m minimum de toute mitoyenneté.

Les prétraitements doivent être assurés par une fosse toutes eaux dimensionnée suivant le volume d'effluent journalier (par exemple 3 m³ pour une habitation classique accueillant 4 à 5 personnes). Elle devra se situer à moins de 10 m de l'habitation, afin d'éviter les sédimentations par perte de charge.

Cette fosse doit être régulièrement vidangée (tous les 2 à 4 ans) et l'activité biologique entretenue chaque semaine par ajout d'un activateur bactériologique.

Ces installations devront satisfaire les normes actuelles préconisées par le Document Technique Unifié 64.1 (DTU 64.1 Août 2013).

5.2.4 Le service public d'assainissement non collectif

Afin de protéger la salubrité publique, la commune a obligation d'assurer le contrôle périodique des dispositifs d'assainissement individuel, et, si elle le décide, leur entretien. Ce contrôle technique devait être assuré sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2012 pour le contrôle exhaustif des installations (circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif).

ENTECH Ingénieurs Conseils

Aucune périodicité n'est imposée par la législation, mais il est conseillé qu'elle corresponde à la fréquence de vidange des installations, soit tous les 3 à 4 ans environ. Les modalités de contrôle sont les suivantes : envoi d'un avis préalable de passage et rédaction d'un compte rendu de visite avec copie au propriétaire.

Les compétences communales concernant le contrôle et, le cas échéant, l'entretien d'installations privées constituent des missions de service public. Ce contrôle s'exerce à deux niveaux :

- Dans le cadre de l'instruction du permis de construire ou d'une déclaration de travaux, vérification des dispositifs installés, sur la base des pièces administratives et techniques, puis sur le site, à l'achèvement des travaux, avant remblayage,
- Vérification périodique portant sur le fonctionnement et l'exploitation de l'installation d'assainissement.

Le fonctionnement du service public d'assainissement non collectif donnera lieu à des redevances mises à la charge des usagers permettant d'assurer les missions de contrôle.

6 CONCLUSION DU PROJET DE ZONAGE

Le projet de zonage retenu par la commune et devant être soumis prochainement à enquête publique est détaillé dans les parties suivantes.

6.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Sont actuellement desservis par le réseau d'assainissement le centre urbain de la commune de Saint Laurent de Cerdans et ses périphéries.

Devront obligatoirement être desservies par le réseau d'assainissement collectif, l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser qui figurent dans le document de travail du PLU. En effet, la volonté de la commune concernant les zones à urbaniser est de raccorder toute nouvelle construction au réseau communal.

Dans le cas des zones agricoles et naturelles, les habitations pouvant être raccordées au réseau d'assainissement collectif devront l'être.

En conclusion, les quartiers mentionnés précédemment seront à classer à plus ou moins long terme en zone d'assainissement collectif.

6.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les zones agricoles et naturelles non raccordable au réseau d'assainissement collectif devront être munies d'un assainissement autonome. Ainsi, celles-ci seront classées en assainissement non-collectif.

7 OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS

7.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le règlement d'assainissement communal devra être respecté.

7.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

7.2.1 Obligations de la commune

Conformément à la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, à l'Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les modalités du contrôle exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif et en vertu du Code des communes, la commune a la responsabilité sur son territoire du contrôle du bon fonctionnement des systèmes de traitement autonomes et la responsabilité, si elle le décide, de leur entretien.

Ce service public d'assainissement non collectif donne lieu à des redevances à la charge des usagers et permettant d'assurer les missions de contrôle et éventuellement d'entretien du service public.

Afin d'informer les usagers, un règlement de service devra préciser les modalités de mise en œuvre de la mission de contrôle, notamment :

- La périodicité des contrôles,
- Les modalités d'information du propriétaire de l'immeuble ou, le cas échéant, de l'occupant de l'immeuble,
- Les documents à fournir pour la réalisation du contrôle,
- Le montant de la redevance du contrôle et ses modalités de recouvrement.

7.2.1.1 Installations concernées

Les missions de contrôle s'exercent quelles que soient la taille et les caractéristiques de l'habitation. Ainsi un camping, un hôtel ou encore une habitation légère de loisirs doivent être contrôlés par le SPANC.

7.2.1.2 L'objet du contrôle

La mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif confiée aux communes (ou le cas échéant aux structures de coopération intercommunale ou à un délégataire) vise à vérifier que ces installations :

- Ne portent pas atteinte à la salubrité publique,
- Ne portent pas atteinte à la sécurité des personnes,
- Permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

L'arrêté du 7 septembre 2009 (article 2) précise que le contrôle des installations d'assainissement non collectif doit permettre d'identifier d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

7.2.1.3 Les modalités du contrôle

L'arrêté du 7 septembre 2009 distingue trois types de contrôle.

Pour les installations d'ANC ayant déjà fait l'objet d'un contrôle à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 7 septembre 2009 (c'est-à-dire avant le 10 octobre 2009, la publication de ce texte au JO étant intervenue le 9 octobre) : le contrôle à réaliser est un contrôle périodique.

Pour les installations d'ANC n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle, il convient de distinguer deux situations :

- L'installation d'ANC a été réalisée ou réhabilitée avant le 31 décembre 1998 : le contrôle à effectuer sera un diagnostic de bon fonctionnement.
- L'installation d'ANC a été réalisée ou réhabilitée après le 31 décembre 1998 : le contrôle à effectuer consistera en une vérification de conception et d'exécution.

Une fois ces « premiers contrôles » effectués, les contrôles suivants seront des contrôles périodiques.

7.2.1.4 Le contenu de chaque type de contrôle

Pour chaque type de contrôle présenté ci-dessus, l'arrêté du 7 septembre 2009 précise l'objet du contrôle, ses modalités d'exécution et les points à vérifier à minima.

Le contrôle périodique.

Selon l'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009, le contrôle périodique consiste à :

- Vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par la commune,
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

Le diagnostic de bon fonctionnement.

Selon l'article 4 de l'arrêté du 7 septembre 2009, le diagnostic de bon fonctionnement consiste à :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation,
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation,
- Constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

La vérification du respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation, suppose d'une part d'établir, de façon certaine, la date de réalisation ou de réhabilitation de l'installation et, d'autre part, de disposer d'un recueil de l'ensemble des textes relatifs à l'ANC.

La vérification de conception et d'exécution.

Selon l'article 5 de l'arrêté du 7 septembre 2009, la vérification de conception et d'exécution consiste à :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ; repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- Vérifier l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi,
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation,
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

La vérification de l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée aux contraintes sanitaires et environnementales et aux exigences et à la sensibilité du milieu suppose également que le SPANC puisse disposer une connaissance précise de ces contraintes.

7.2.1.5 Le déroulement du contrôle

L'arrêté du 7 septembre 2009 prévoit expressément, que chacun de ces contrôles s'exerce sur la base des documents fournis par le propriétaire et lors d'une visite sur place.

La réalisation du contrôle est précédée par l'envoi d'un avis de visite qui doit être adressé au propriétaire de l'immeuble (et le cas échéant à l'occupant) dans un délai raisonnable. L'article 7 de l'arrêté précise que ce délai ne peut être inférieur à 7 jours ouvrés.

La réalisation du contrôle donne lieu à la rédaction d'un rapport de visite dont l'objet et le contenu sont précisés par l'article 6 de l'arrêté du 7 septembre 2009 et mentionné à l'article L.1331-11-1 du code de la santé publique. Celui-ci est adressé par la commune au propriétaire de l'habitation.

Les conclusions de ce rapport devront comporter, si nécessaire, la liste des travaux de réhabilitation à effectuer dans les 4 ans ou les recommandations sur la nécessité de réaliser des travaux mineurs.

Le propriétaire est tenu d'informer la commune des modifications réalisées à la suite du contrôle. Une contre visite est expressément prévue pour vérifier que les travaux mentionnés dans le rapport de visite ont bien été réalisés. Cette contre visite comprend une vérification de conception et d'exécution réalisée avant remblaiement.

D'autre part, l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales précise : « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique. Elle comprend notamment : 5° : le soin de prévenir par des précautions convenables, et de faire cesser... les pollutions de toute nature... ».

7.2.2 Obligations du particulier

7.2.2.1 Responsabilités et obligations du propriétaire

Considérant la variabilité des formations pédologiques superficielles présentes sur le territoire, il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix une étude de sol et de définition de filière. Cette étude devra permettre au service du SPANC de statuer sur la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain et de bon dimensionnement du dispositif.

La conception et l'implantation de toute installation d'assainissement non collectif, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes :

- Aux prescriptions techniques nationales applicables à ces installations,
- A la norme NF P163603 du DTU64.1 d'août 2013,
- Aux dispositions particulières dans le département de l'Hérault relatives à l'assainissement non collectif figurant à l'arrêté préfectoral n°2015-05-04910 du 20 mai 2015,
- Au règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

7.2.2.2 Obtention du permis de construire

Dans le cadre de la demande d'un permis de construire, la SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation, et procède, le cas échéant, aux contrôles de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

Le pétitionnaire retire auprès du service instructeur du permis de construire un dossier comportant :

- Un formulaire à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser,
- La liste des pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception de son installation et en particulier :
 - ✓ Un plan de situation de la parcelle,
 - ✓ Une étude de sol et de définition de filière,
 - ✓ Un plan de masse du projet de l'installation,
 - ✓ Un plan en coupe de la filière et du bâtiment,
 - ✓ Une information sur la réglementation applicable,
 - ✓ Une notice technique sur l'assainissement non collectif.

Dans le cas où l'installation concernerait un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, (ensemble immobilier ou toute autre installation produisant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit également réaliser une étude particulière visée à l'article 8 du règlement du SPANC.

Les coûts de réalisation de l'ouvrage d'assainissement autonome est à la charge du demandeur. Il est néanmoins possible d'obtenir, dans certains cas, des subventions accordées par l'Agence de l'Eau.

7.2.2.3 Contrôle de la bonne exécution des ouvrages

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prés-traitement, de traitement et, le cas échéant, de la dispersion des eaux traitées. Il porte également sur la bonne exécution des travaux.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place dans les conditions prévues par l'article 6 du règlement du SPANC.

A l'issue de ce contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être conforme, conforme avec recommandations particulières ou non conforme. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement du SPANC. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est non conforme, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable.

7.2.2.4 Entretien et fonctionnement du système de traitement

Le propriétaire se doit d'assurer l'entretien de ses ouvrages pour leur bon fonctionnement. Ceci implique :

- Un curage régulier des ouvrages de prétraitements (bacs à graisse, fosse toutes eaux) dès que nécessaire conformément aux prescriptions du constructeur,
- Un contrôle du bon écoulement des eaux vers le dispositif de traitement et réalisation de toutes opérations nécessaires à son bon fonctionnement,
- Tenir à disposition des services techniques les justificatifs (factures...) des opérations d'entretien effectuées.

L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif de prétraitement à vidanger, est tenue de remettre à l'occupant du logement ou au propriétaire le document prévu à l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des vidangeurs et prenant en charge le transport et l'élimination des matières de vidanges extraites des installations d'assainissement non collectif.

En aucun cas, le propriétaire ne peut s'opposer à la vérification de ses ouvrages de traitement s'il a été informé au préalable de leur venue.

7.2.2.5 Évacuation des sous-produits de traitement (graisses, matières de vidange)

Le curage des ouvrages (fosse septique toutes eaux) doit être réalisé par une entreprise agréée. Ces entreprises assurent les opérations de curage, de transport et d'élimination des sous-produits. Néanmoins, le propriétaire doit impérativement s'assurer de la destination de ces déchets et demander un certificat d'intervention à l'entreprise prestataire.

8 GLOSSAIRE

- SPANC : service Public d'Assainissement Non Collectif
- Assainissement non collectif : système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des habitations non raccordées au réseau public d'assainissement.
- Assainissement collectif : système d'assainissement comportant un réseau public réalisé par la commune.
- Eaux ménagères : eaux provenant des salles de bains, cuisines, buanderies, lavabos, etc.
- Eaux usées : ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.
- Eaux vannes : eaux provenant des toilettes.
- Effluents : eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.
- Filière d'assainissement : technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques comprenant, la fosse toutes eaux et équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.
- Perméabilité : capacité d'un sol à infiltrer des eaux.

9 LISTE DES PIECES GRAPHIQUES

Plan n° 1 : Situation géographique

Plan n° 2 : Contexte géologique

Plan n° 3 : Masses d'eaux souterraines

Plan n° 4 : Contexte hydrogéologique

Plan n° 5.1 : Contraintes naturelles – ZNIEFF / ZICO

Plan n° 5.2 : Contraintes naturelles – Natura 2000

Plan n° 5.3 : Monuments historiques

Plan n° 6 : Réseau hydrographique

Plan n° 7 : Plan du réseau d'assainissement

Plan n° 8 : Plan Local d'Urbanisme

Plan n° 9 : Carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

Plan n° 10 : Ancien zonage de l'assainissement collectif et non collectif

Plan n° 11 : Carte du zonage de l'assainissement collectif et non-collectif